



إسمنت المغرب  
**Ciments du Maroc**  
Italcementi Group

# Rapport annuel 2013







Société anonyme au capital de 1 443 600 400 DH  
Siège social: 621, boulevard Panoramique, 20 150 Casablanca - Maroc  
Tél.: +212 522 85 94 50 à 59 - [www.cimentsdumaroc.com](http://www.cimentsdumaroc.com)

# SOMMAIRE



10	<b>Présentation de Ciments du Maroc</b>
12	Chiffres-clés
14	Administration, direction et contrôle
18	Actionnariat
20	Historique
22	Métiers
28	Implantations au Maroc
32	Ressources humaines et informations sociales
34	Initiatives à caractère sociétal
38	Santé et sécurité
40	Informations environnementales
44	Éthique, déontologie et conformité
46	<b>Commentaires sur l'exercice</b>
48	Faits marquants de l'année 2013
51	Analyse de l'activité
52	Résultats
53	Perspectives
54	<b>i.nova, la nouvelle stratégie de marque d'Italcementi Group</b>
58	<b>États financiers</b>
60	Comptes sociaux
70	Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire
76	Comptes consolidés
84	<b>Informations juridiques</b>

# MESSAGE DU PRÉSIDENT

“ La nouvelle  
segmentation i.nova  
place le client au cœur d’une stratégie  
axée sur la capacité d’offrir des solutions  
adaptées pour répondre aux différentes  
demandes, garantissant pour chaque  
client la performance recherchée. ”



**M**algré un contexte de récession persistante en zone euro, avec laquelle elle est fortement indexée, l'économie marocaine a enregistré en 2013, un taux de croissance du PIB de 4,4 %, contre 2,7 % en 2012. Si l'activité agricole, principal facteur ayant soutenu cette croissance, a connu une année 2013 exceptionnelle, le manque de liquidité des banques, combiné à l'allongement des délais de paiement des entreprises, a entraîné des difficultés de trésorerie ayant eu pour conséquence ultime la diminution du crédit disponible aux promoteurs et aux particuliers. En a résulté une chute drastique des mises en chantier dans le secteur de la construction de logements.

Aussi, la consommation nationale de ciment pour l'année 2013 a-t-elle accusé un recul de 6,3 % par rapport à 2012 avec 14,86 millions de tonnes écoulés, ramenant le volume du marché au même niveau qu'en 2010. Dans ce contexte, les ventes annuelles en volume de Ciments du Maroc ont suivi la même tendance baissière avec un retrait de 6,4 %, en comparaison avec l'année 2012.

Les ventes de béton prêt à l'emploi de Bétomar ont enregistré en 2013 une progression de 12,5 %, dans un marché national en baisse de 3 % par rapport à l'an passé, et ce, grâce notamment au chantier d'extension du port de Jorf Lasfar. Pour la même raison, le marché national des granulats a enregistré une stagnation, par rapport à 2012, tandis que les ventes de Bétomar pour l'année 2013 enregistreraient une progression de 6,7 %. Ces performances ont conforté Bétomar dans sa position de leader du marché des matériaux de construction (BPE et Granulats) et dans ses options stratégiques.

L'activité industrielle de nos usines a, quant à elle, été caractérisée par de bonnes performances techniques, répondant de manière optimale au marché, dégageant des excédents de clinker pour l'export, et améliorant ainsi, de façon significative, les résultats de l'exercice par rapport à l'an passé.

L'année 2013 a connu la mise en service du dispositif d'incorporation des pneus déchiquetés d'Aït Baha. Cette initiative a permis de ramener le taux de substitution moyen des combustibles nobles à 8 %. En parallèle, la cimenterie d'Aït Baha a rejoint l'ensemble des sites industriels de Ciments du Maroc dans la certification ISO 14001.

Les travaux de construction du centre de broyage de Jorf Lasfar se sont poursuivis en 2013. Ce centre, doté des meilleures technologies de protection de l'environnement, confortera la position de Ciments du Maroc sur le marché centre.

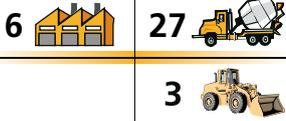
Autre fait marquant, Ciments du Maroc a lancé, en septembre 2013, le nouveau système de marque développé par Italcementi Group. La nouvelle segmentation i.nova, regroupe aujourd'hui tous les produits du groupe et de ses filiales autour de « 11 familles de performance ». Cette nouvelle approche place le client au cœur d'une stratégie qui n'est plus basée sur la simple offre d'un seul produit, mais clairement axée sur la capacité d'offrir des solutions adaptées pour répondre aux différentes demandes, garantissant pour chaque client la performance spécifique recherchée.

S'agissant des perspectives pour l'année à venir, la consommation nationale de ciment pourrait poursuivre sa baisse mais à un rythme atténué. Cependant, compte tenu des projets annoncés pour les années en cours, notamment les chantiers structurants lancés par les pouvoirs publics et de la persistance des besoins en logements économiques, une reprise sur le moyen terme de la consommation demeure une hypothèse solide.

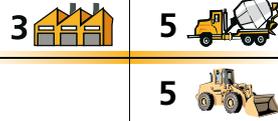
**Mohamed CHAÏBI**  
Président Directeur Général

# Italcementi Group dans le monde

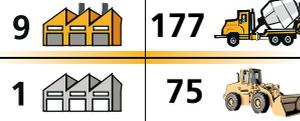
## ÉTATS-UNIS ET CANADA



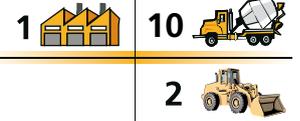
## ESPAGNE



## FRANCE



## BELGIQUE



## ALBANIE



## MAURITANIE



## GAMBIE



## SRI LANKA



## MAROC



## ÉGYPTE



## LE GROUPE



22 pays



46 cimenteries



12 centres de broyage



420 centrales à béton



112 carrières



6 terminaux

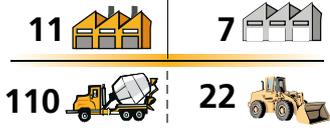


Environ 18 500 employés

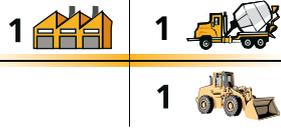


Plus de 4,2 milliards d'euros  
de ventes annuelles en 2013

ITALIE



GRÈCE



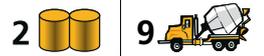
BULGARIE



SYRIE\*

CHINE

KOWEÏT



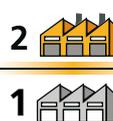
CHYPRE\* ARABIE SAOUDITE



KAZAKHSTAN



INDE



THAÏLANDE



\* Intérêts minoritaires : Chypre et Syrie.

# Présentation de Ciments du Maroc



**P12** Chiffres-clés

**P14** Administration, direction et contrôle

**P18** Actionnariat

**P20** Historique

**P22** Métiers

**P28** Implantations au Maroc

**P32** Ressources humaines et informations sociales

**P34** Initiatives à caractère sociétal

**P38** Santé et sécurité

**P40** Informations environnementales

**P44** Éthique, déontologie et conformité



# Chiffres-clés



## Résultats 2013 solides Efficacité opérationnelle accrue

### Chiffres-clés comptes consolidés Ciments du Maroc

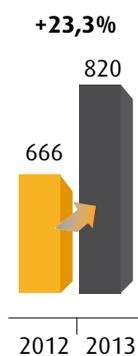
Chiffre d'affaires  
(MMAD)



Excédent brut d'exploitation  
(MMAD)



Résultat net  
(MMAD)

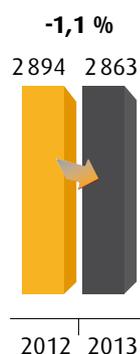


Capacité d'autofinancement  
(MMAD)

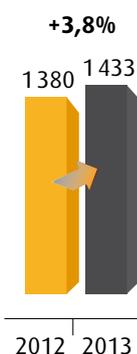


### Chiffres-clés comptes sociaux Ciments du Maroc

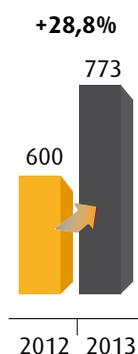
Chiffre d'affaires  
(MMAD)



Excédent brut d'exploitation  
(MMAD)



Résultat net  
(MMAD)



Capacité d'autofinancement  
(MMAD)



# Administration, direction et contrôle

## Comité de direction

1



2



3



4



- 1 - **Mohamed CHAÏBI** Président Directeur Général
- 2 - **Abdallah HARMA** Directeur Général Délégué Ciments du Maroc et Indusaha
- 3 - **Omar ABARRO** Directeur Général Délégué Bétomar
- 4 - **Mohamed HSINA** Directeur des Ressources Humaines

5



6

7

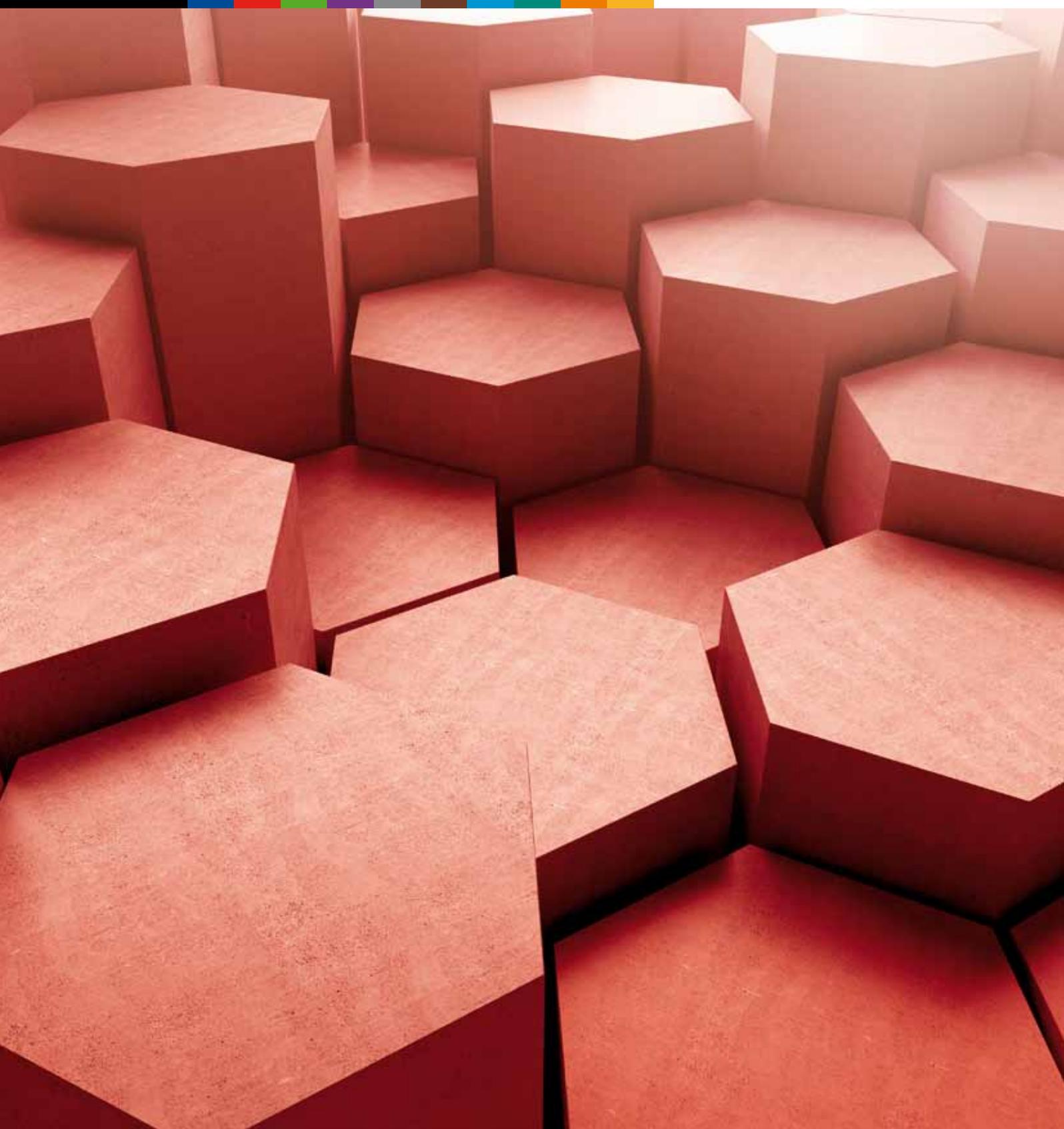


8

- 5 - **Jean Pascal SPIGOLIS** Directeur Administratif et Financier  
6 - **Fabio RIZZI** Directeur Technique  
7 - **Mostafa NASMY** Directeur des Achats  
8 - **Mohamed BOUJANOUI** Directeur Commercial

# Conseil d'Administration

(Composition à l'Assemblée Générale du 7 avril 2014)



**MOHAMED CHAÏBI** ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

**MUSTAPHA FARIS** ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT D'HONNEUR

**JEAN-PAUL MERIC** ADMINISTRATEUR, VICE-PRÉSIDENT

**ANASS HOUIR-ALAMI** ADMINISTRATEUR, VICE-PRÉSIDENT

**ABDALLAH BELKEZIZ** ADMINISTRATEUR

**YVES RENÉ NANOT** ADMINISTRATEUR

**CIMENTS FRANÇAIS** ADMINISTRATEUR

REPRÉSENTÉ PAR **GIOVANNI FERRARIO**

**COFIPAR** ADMINISTRATEUR

REPRÉSENTÉ PAR **PHILIPPE MARCHAT**

**MENAF** ADMINISTRATEUR

REPRÉSENTÉ PAR **GIOVANNI MAGGIORA**

**COCIMAR** ADMINISTRATEUR

REPRÉSENTÉ PAR **FABRIZIO DONEGÀ**

**FIPAR HOLDING** ADMINISTRATEUR

REPRÉSENTÉ PAR **MOHAMED AMINE BENHALIMA**

**CIMR** ADMINISTRATEUR

REPRÉSENTÉ PAR **KHALID CHEDDADI**

**ABU DHABI FUND FOR DEVELOPMENT** ADMINISTRATEUR

REPRÉSENTÉ PAR **SHABEEB AL DARMAKI**

**ABDALLAH HARMA** DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ\*

**FABRIZIO DONEGÀ** DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ\*

**JEAN PASCAL SPIGOLIS** SECRÉTAIRE\*

---

## Commissaires aux comptes

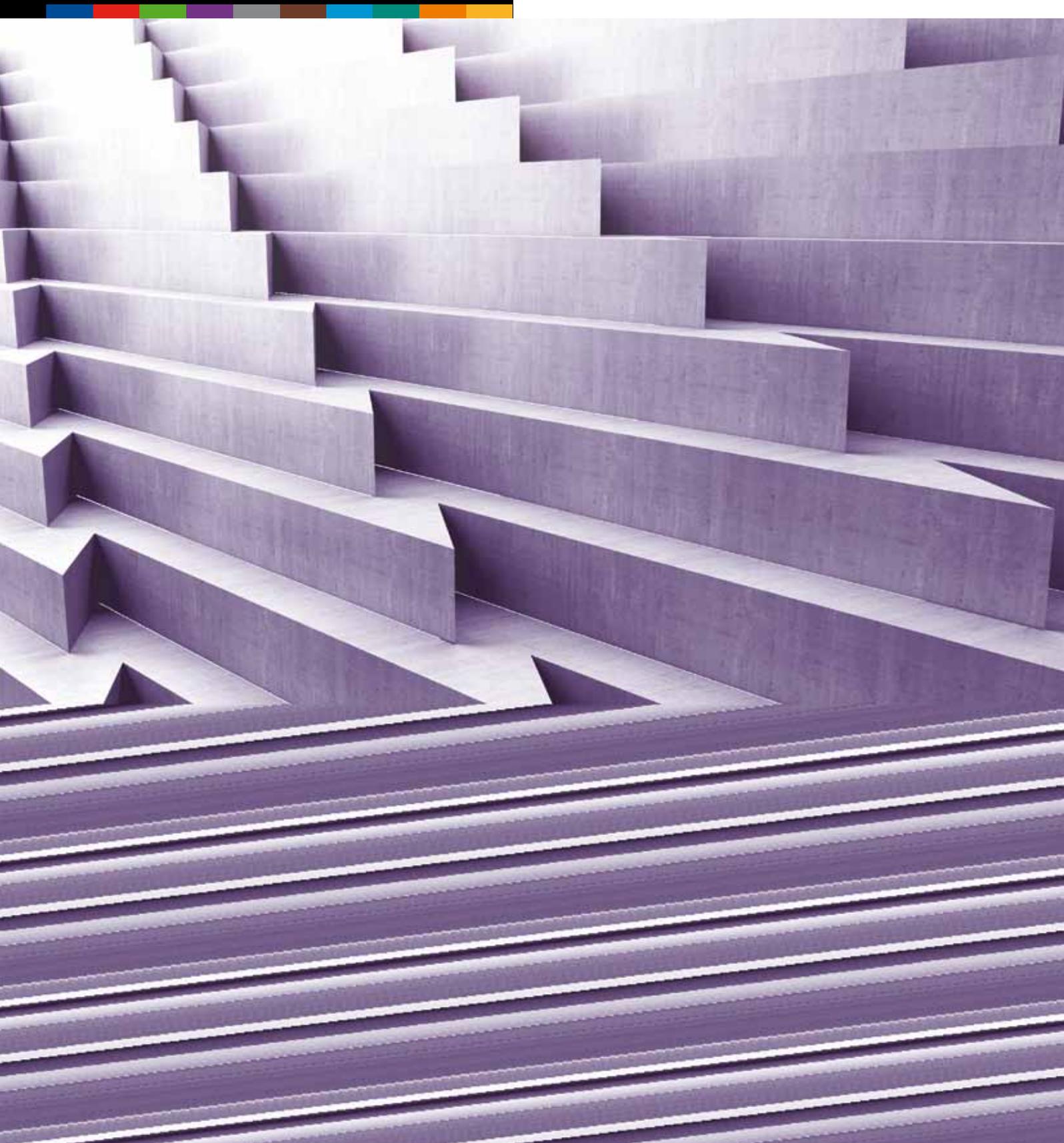
**KPMG**

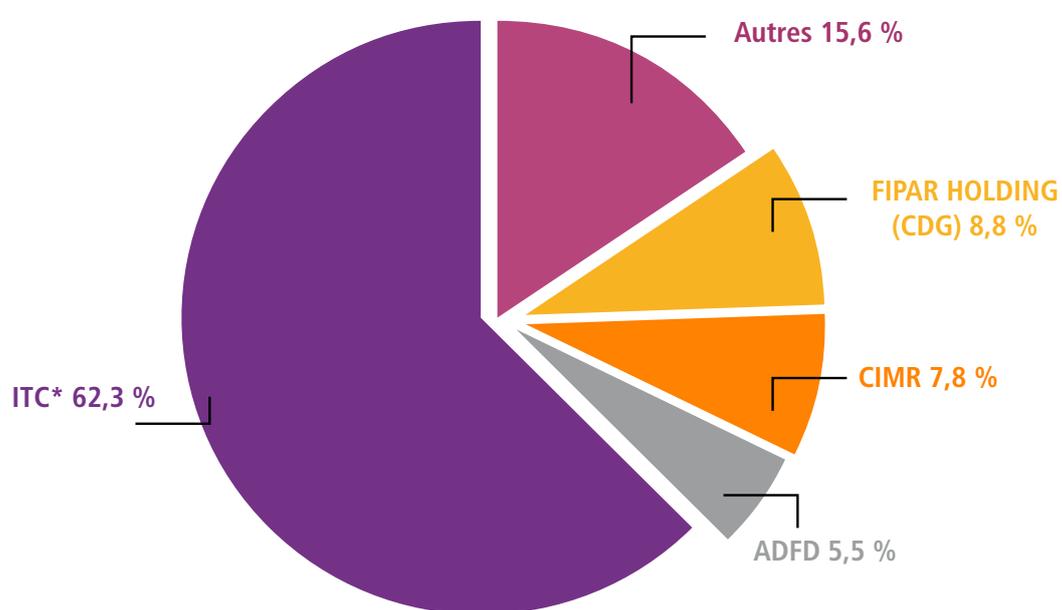
**ERNST & YOUNG**

\* NON-ADMINISTRATEUR

# Actionnariat

(AU 31 décembre 2013)





ITC : Italcementi SpA (\*par Ciments Français)

ADFD : Abu Dhabi Fund For Development

CIMR : Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites

CDG : Caisse de Dépôt et de Gestion

# Historique

## 1951

Création de la Société des Ciments d'Agadir (SCA), filiale à 100 % de la société Ciments Français. La cimenterie dispose d'une capacité de 60 000 tonnes par an, qui passera 7 ans plus tard à 100 000 tonnes par an. En 1991, elle atteindra 1,1 million de tonnes par an.

## 1969

Introduction à la Bourse des Valeurs de Casablanca de la Société des Ciments d'Agadir puis, quatre ans plus tard, ouverture du capital de la société aux actionnaires marocains. La part de Ciments Français passe alors à 37 %.

## 1989

Création de deux filiales dans les matériaux de construction : Bétomar pour le béton prêt à l'emploi (BPE) et Sagram pour les granulats. Ces deux sociétés fusionneront 10 ans plus tard sous le seul nom de Bétomar.

## 1990

Redevenu actionnaire majoritaire, Ciments Français lance la construction d'une nouvelle cimenterie d'une capacité de 600 000 tonnes à Safi avec la SNI et la BNDE en constituant la société Cimasfi. Cette capacité a été augmentée progressivement pour atteindre aujourd'hui 1 million de tonnes.



## 2003

Certification ISO 14001 pour l'ensemble des sites de Ciments du Maroc. Attribution à Ciments du Maroc du prix Plages Propres (Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement).

## 2005

Convention d'investissement de 3,6 milliards de dirhams avec l'État marocain pour la construction d'une nouvelle cimenterie (Aït Baha) et optimisation des performances des usines de Marrakech et de Safi.

## 2007

Prise de participation stratégique à hauteur de 11,7 % du capital social de Suez Cement Company, premier producteur égyptien de ciment. Certification ISO 14001 de la carrière Oulad Abbou (Bétomar) : première carrière de granulats certifiée au Maroc. Lancement des travaux de la nouvelle cimenterie d'Aït Baha.

## 2008

Obtention par Ciments du Maroc du prix Innovation Plages Propres dans le cadre de son intervention sur la plage de Safi.

**1992**

Prise de contrôle par Italcementi de Ciments Français. Cimasfi et la Société des Ciments d'Agadir (SCA) fusionnent sous le nom de Ciments du Maroc.

**1997**

Adoption d'une nouvelle identité visuelle, à l'instar des autres filiales d'Italcementi Group.

**1999**

Fusion absorption de la société Asmar contrôlant la cimenterie de M'Zoudia (région de Marrakech) par Ciments du Maroc.

**2001**

Création de la filiale Indusaha à Laâyoune et entrée en production de son centre de broyage. Finalisation du processus de certification ISO 9002 pour l'ensemble des usines de Ciments du Maroc (Marrakech en 2001, Agadir en 1999 et Safi en 1998).

**2010**

Mise en service de la cimenterie d'Aït Baha, d'une capacité de production de 2,2 millions de tonnes et doublement de la capacité du centre de broyage d'Indusaha à Laâyoune, en la portant à 0,5 million de tonnes.

**2011**

Mise en service du premier parc éolien à Laâyoune, pour alimenter en énergie le centre de broyage de Laâyoune, composé de 6 turbines.

**2012**

Démarrage de la construction du centre de broyage de Jorf Lasfar. Lancement du chantier du parc thermosolaire CSP à Aït Baha. Attribution à Ciments du Maroc du prix de l'initiative Plages Propres.

**2013**

Lancement de la nouvelle stratégie de marque i.nova d'Italcementi Group.

# Métiers

## Le ciment

**Le ciment est un produit de proximité dont la production requiert des investissements lourds et des réserves en matières premières suffisantes et de bonne qualité.**

Les usines de Ciments du Maroc sont installées à proximité de carrières dont les réserves leur permettent de faire face aux besoins d'exploitation à long terme. La durée de vie moyenne de ces carrières est de l'ordre de 50 ans. Les matières premières prélevées dans la carrière (calcaire 80 % et argile 20 %) sont concassées. Séchées

puis broyées finement, elles donnent le « cru ». Porté à une température avoisinant les 1 450°C dans un four rotatif, ce cru subit ensuite des réactions chimiques complexes qui le transforment en clinker. Étape finale, le ciment est obtenu en broyant finement le clinker avec divers ajouts qui déterminent les qualités attendues du produit final.

## Production et durabilité du ciment

**ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX**  Consommation d'énergie  Consommation de matières premières  Écosystème et protection du paysage

 Émissions d'air  Utilisation d'eau  Trafic  Bruit  Gaz à effet de serre

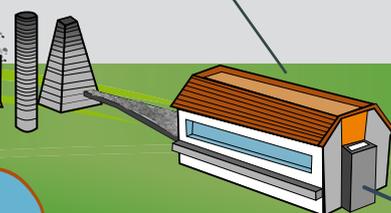
Exploitation des carrières



Concassage



Préhomogénéisation



## Nos produits...

Ciments du Maroc commercialise une gamme complète de produits cimentiers, adaptés aux besoins de ses clients et à tous les usages. Ces produits sont fabriqués dans ses usines, conformément aux normes marocaines, et peuvent être conditionnés en sacs ou en vrac et livrés en vente départ usine ou en vente rendu à l'entrepôt ou au chantier de l'acheteur.

La gamme de produits 2013 a été revue dans le cadre de notre nouveau système de marque **i.nova**. Les noms génériques de nos produits (exemple CPJ 35, CPJ 45...) reflétaient la norme régissant leur production. À l'instar des autres filiales d'Italcementi Group, Ciments du Maroc a mis en place une approche orientée vers le client et ses besoins. C'est pourquoi à ce jour, chacun de nos produits porte un nom qui reflète clairement la performance qu'il apporte au client, ce dernier pouvant désormais identifier quel produit au sein de notre gamme est le plus susceptible de répondre à son besoin spécifique.

**i.nova**, une gamme de produits ciment organisée en 5 familles de performance qui rassemblent les produits correspondant à la performance recherchée.



**i.work** Ciments classiques, avec notre garantie de qualité et notre savoir-faire ;



**i.pro** Ciments à usage professionnel, conçus pour faciliter le travail des utilisateurs ;



**i.tech** Ciments de haute technologie, capables de garantir une très haute performance en termes de résistance et de sécurité ;



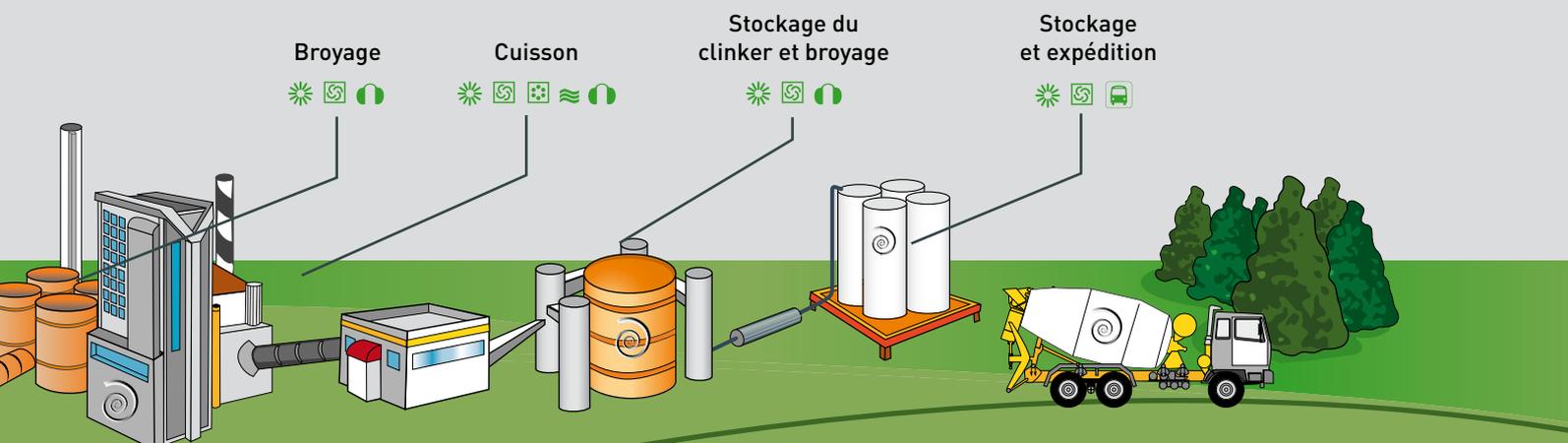
**i.idro** Ciments conçus pour garantir les meilleures performances en contact avec l'eau ;



**i.design** Ciments à haute valeur esthétique (architecture, design et applications artistiques).

### ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Développement économique régional, modernisation des infrastructures, transfert de technologie, emploi, santé et sécurité des employés, santé et bien-être communautaire, soutien à la communauté





## **i.work TECNO 35** (ex Ciment CPJ 35)

Le ciment **i.work TECNO 35** est un ciment Portland avec ajouts qui contient un pourcentage minimum de 65 % en clinker, le reste étant constitué de gypse et d'ajouts (calcaire, cendres volantes, pouzzolane). Parmi les principales caractéristiques garanties par la norme, la résistance à la compression à 28 jours doit être supérieure à 22,5 Mpa.

Le ciment **i.work TECNO 35** est utilisé pour la préparation des bétons faiblement sollicités, des bétons non armés et de tous les types de mortiers.



## **i.pro TECNO 45** (ex Ciment CPJ 45)

Le ciment **i.pro TECNO 45** est un ciment Portland avec ajouts qui contient un pourcentage minimum en clinker de 65 %, le reste étant constitué de gypse et d'ajouts (calcaire, cendres volantes, pouzzolanes). Parmi les principales caractéristiques garanties par la norme, la résistance à la compression à 28 jours doit être supérieure à 32,5 Mpa. Le ciment **i.pro TECNO 45** est utilisé pour réaliser des bétons fortement sollicités (structures porteuses et fondations), des bétons armés courants et des éléments préfabriqués en béton armé ou non armé (poutres, poutrelles, éléments de grande surface, buses, hourdis) ou pour réaliser des travaux spéciaux, tels que les barrages ou des ouvrages de génie civil ou industriel.



## **i.tech TECNO 55** (ex Ciment CPJ 55)

Le ciment **i.tech TECNO 55** est un ciment Portland avec ajouts. Les niveaux de qualité garantis par la norme (en particulier les résistances à 28 jours supérieurs à 42,5 Mpa) lui confèrent une bonne aptitude pour la confection des bétons armés destinés aux ouvrages du bâtiment et travaux publics.



## **i.tech ULTRA 55** (ex Ciment CPA 55)

Le ciment **i.tech ULTRA 55** est un ciment pur, qui contient un pourcentage minimum de clinker de 95 %. Ses hautes performances mécaniques, particulièrement la résistance à la compression développée aux jeunes âges, lui permettent d'être utilisé pour les bétons très sollicités ou nécessitant un décoffrage rapide, comme la préfabrication des éléments en béton armé ou précontraint.



## i.tech TECNO 45 LA et i.tech TECNO 55 LA (ex Ciment CPJ 45 et CPJ 55 Low Alkali)



Les ciments **i.tech TECNO 45 LA** (Low Alkali) et **i.tech TECNO 55 LA** sont des ciments Portland composés, résultant de la mouture de clinker, avec un ou plusieurs constituants secondaires en complément, tels que les fillers, la pouzzolane ou les cendres définies par la norme NM 10.1.004. Ils se distinguent par leur composition chimique qui comprend un faible taux d'alcalin, ce qui leur offre une meilleure résistance aux attaques chimiques qui peuvent avoir lieu avec des granulats réactifs dans des conditions environnementales données. Cette caractéristique technique fait des ciments **i.tech TECNO 45 LA** et **i.tech TECNO 55 LA** des produits destinés aux bétons en contact avec l'eau, notamment pour les barrages ou les bétons de fondations en contact avec la nappe phréatique.

## i.idro TECNO 45 PM (ex Ciment CPJ 45 prise mer)



Le ciment **i.idro TECNO 45 PM** est fabriqué conformément aux deux normes :

- NM 10.1.004 : liants hydrauliques ;
- NM 10.1.157 : ciments pour travaux à la mer.

Constitué de clinker et autres ajouts comme le calcaire, la pouzzolane ou le laitier, ces ciments sont destinés à la confection des bétons nécessitant des performances qui leur permettent de mieux résister aux éléments chimiques présents dans les milieux agressifs, tels que les eaux marines ou les eaux saumâtres.

## i.design TECNO 55 Superblanc (ex Ciment super blanc)



Le Ciment **i.design TECNO 55 Superblanc** est un ciment de type CEMI 52.5 N, selon la norme européenne EN 197-1. Il est spécialement conçu pour tous les travaux de revêtements et ouvrages architectoniques et décoratifs. Il peut être utilisé pour réaliser un béton apparent et architectonique, un béton préfabriqué, des revêtements de sol et muraux en pierre artificielle ou des voiries piétonnes (dallages, pavés autobloquants).



## ... et services

### Assistance technique



Premier cimentier à s'équiper dès 2003 d'un laboratoire mobile, Ciments du Maroc dispose avec cette unité moderne et hautement technologique d'un outil performant, capable d'effectuer plus de 80 prestations d'assistance technique par an sur les matériaux granulats, mortiers et bétons. Autre bénéficiaire, la possibilité de réaliser une large palette de tests de pointe sur granulats, mortier, béton frais, béton durci, agglomérés et hourdis ainsi que des essais spéciaux : maturométrie, essais MBE (Mortier du Béton Equivalent), essais sur coulis de ciment ou identification rapide des ciments. Nos entreprises clientes des secteurs de la préfabrication, du béton prêt à l'emploi et de la route peuvent également compter sur les services de notre département Assistance Technique pour optimiser des études de formulation de béton, participer à la mise au point du processus industriel en préfabrication ou proposer des essais spécifiques liés au développement de nouvelles techniques.



### Service du Rendu

Un parc de camions ainsi qu'un service logistique permettent aux clients qui le désirent d'assurer dans les meilleures conditions de sécurité, de coût et de service le transport du ciment vrac et sac.

### Portail i.nova



Afin de mieux expliquer à nos clients les bénéfices qu'ils pourront tirer du nouveau système de marque i.nova, un portail a été spécialement conçu. Le site web [www.i-nova.net](http://www.i-nova.net) permet à nos clients de découvrir la nouvelle identité de notre offre commerciale, ciment et béton, avec l'ensemble de notre gamme de produits, ainsi que les familles de performances auxquelles ils appartiennent. Sur ce site, il est également possible de télécharger la documentation nécessaire, que ce soit la brochure i.nova ou les fiches produits. Un aperçu des principaux projets conçus avec chacun de nos produits est également disponible sur le site.

## Le béton prêt à l'emploi (BPE)

Les bétons prêts à l'emploi permettent de répondre aux différents besoins des entrepreneurs du bâtiment, des travaux publics, de la voirie et du génie civil.

Le BPE est un mélange de ciment, de granulats, d'eau et d'adjuvants, dont la composition répond à des exigences techniques très rigoureuses. Il durcit pour former le matériau de construction le plus couramment utilisé dans le monde. Sa résistance à la traction et à la pression, sa durabilité, ses temps de prise, sa facilité de pose, son esthétique et sa maniabilité sous différentes conditions climatiques et de construction sont les principales caractéristiques que nos clients prennent en compte pour l'achat du béton. Il est livré



par des camions toupies directement sur les chantiers aux entreprises de construction. En garantissant une qualité régulière, une cadence importante des livraisons et une assistance à la mise en œuvre, le BPE permet aux entreprises de gagner du temps et d'assurer leurs prestations dans des délais plus rapides.

**Une large gamme de produits béton organisée autour de 7 familles de performance, avec le lancement de la nouvelle stratégie de marque i.nova.**

Une nouvelle offre élargie et innovante de bétons prêts à l'emploi organisée autour du concept de la « Performance » pour toutes les applications constructives. Le nouveau portefeuille produits béton permet aux clients d'accéder à un éventail complet de solutions constructives par performance et/ou par domaine d'application.

Cette nouvelle approche met le client au cœur de la réflexion commerciale et marketing, anticipe le développement du marché et accompagne l'émergence de besoins spécifiques, pour des constructions encore plus performantes et plus durables.



Bétons classiques, avec notre garantie de qualité et notre savoir-faire ;



Bétons à usage professionnel, conçus pour faciliter le travail des utilisateurs ;



Bétons de haute technologie, capables de garantir une très haute performance en termes de résistance et de sécurité ;



Bétons à prise rapide destinés à accélérer le temps d'application.



Bétons auto-compactants et auto-nivelants, spécialement conçus pour réduire l'effort de l'utilisateur.



Bétons conçus pour garantir les meilleures performances en contact avec l'eau ;



Bétons à haute valeur esthétique (architecture, design et applications artistiques).

## Les granulats

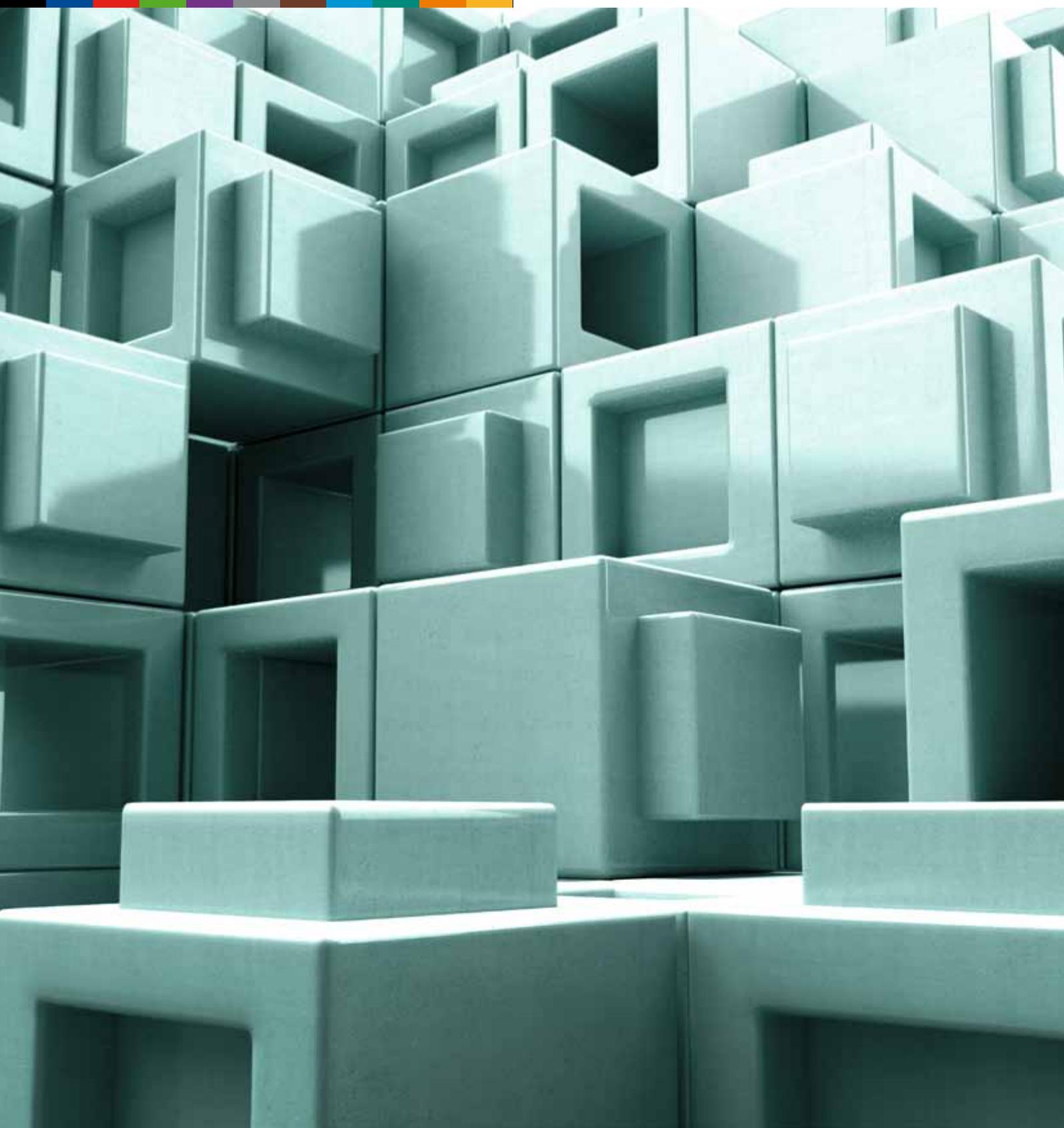
Les granulats servent de matière première pour le béton, la maçonnerie, l'asphalte, ainsi que de matériaux de base pour la construction de routes, de remblais et de bâtiments.

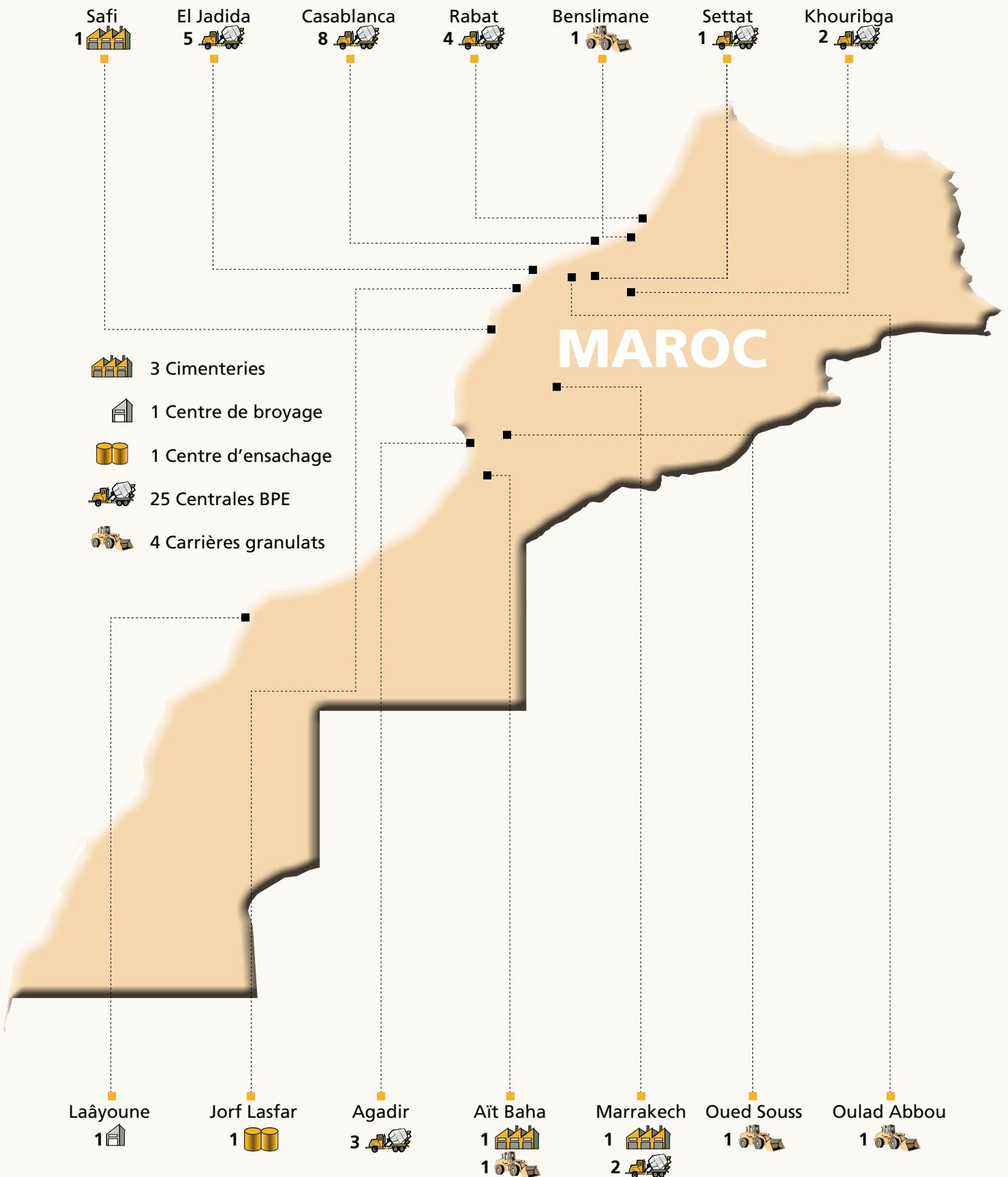
Les granulats sont des sables et des graviers naturels, provenant de carrières de roches alluvionnaires ou massives. Les granulats se différencient par leur composition physique et chimique, en particulier par leur granulométrie et leur dureté. La géologie locale détermine les types de granulats disponibles sur un marché



donné et tous les granulats ne sont pas disponibles sur tous les marchés. Environ 70 % des granulats sont utilisés dans l'industrie du bâtiment et constituent les composants essentiels des matériaux de construction : béton, béton prêt à l'emploi, préfabrication... Le reste de la production est destiné aux travaux routiers.

# Implantations au Maroc





# Nos usines

## Aït Baha

Commune Imi Mqorn,  
Province de Chtouka Aït Baha

Mise en service en juillet 2010, l'usine d'Aït Baha est l'une des cimenteries les plus modernes dans le monde. Elle a bénéficié des technologies les plus avancées en matière de protection de l'environnement et d'économie d'énergie et d'eau. D'une capacité de production de 2,2 millions de tonnes de ciment, facilement extensible au double, ce site est destiné à couvrir les besoins en ciment de la région Souss-Massa-Drâa et tout le Grand Sud marocain. L'usine est composée d'une ligne de cuisson de 5,000 t/j (le plus gros four actuellement au Maroc) du constructeur danois FLS, de deux broyeurs à ciment verticaux du constructeur allemand Loeshe, d'un atelier d'ensa-



chage et de chargement mécanisé de haute performance (8 000 t/j) et d'un atelier de palettisation. Les technologies déployées dans cette usine lui confèrent des performances énergétiques et environnementales des plus économiques. Il est à signaler que c'est une des rares usines au monde à être dotée d'une technologie de cogénération consistant en la production d'électricité à partir de la chaleur résiduelle des gaz de four traditionnellement rejetés dans l'atmosphère.

En 2013, l'usine d'Aït Baha a été certifiée ISO 14001.

## Marrakech

Commune de M'Zoudia,  
Province de Chichaoua

Mise en service en 1976, cette usine a été intégrée dans le dispositif de Ciments du Maroc, suite à l'acquisition de la société Asmar en 1999. Certifiée ISO 9002 en 2001 et ISO 14001 en 2003, elle a connu plusieurs rénovations pour atteindre aujourd'hui une capacité de production de 1,4 million de tonnes de ciment. L'année 2012 a connu la mise en service du système de dépoussiérage avec des filtres à manches à haute efficacité en lieu et place des électrofiltres, ce qui permet à l'usine aujourd'hui d'atteindre des niveaux d'émissions largement inférieures aux seuils fixés par les standards locaux et européens.



## Safi

Commune d'Eyir,  
Province de Safi

Mise en service en 1992, cette usine a fait l'objet d'un important programme de rénovation en 2005 pour atteindre aujourd'hui une capacité de production d'un million de tonnes par an. Première cimenterie au Maroc certifiée ISO 9002 en 1998, puis ISO 14001 en 2003, elle est l'une des plus performantes sur le plan de la consommation énergétique. L'usine de Safi enregistre d'excellentes performances environnementales, permettant de valoriser des pneus déchiquetés et des cendres volantes.



## Laâyoune

Commune de Fom El Oued,  
Province de Laâyoune

Construite en 2001, cette usine de broyage et de conditionnement possède une capacité annuelle de 250 000 tonnes. Afin de satisfaire les besoins croissants en ciment des Provinces du Sud, celle-ci a été portée à 500 000 tonnes en 2010. L'usine a réduit sa facture énergétique par l'utilisation de 60 % de l'énergie éolienne produite par son propre parc éolien.

## Centre d'ensachage de Jorf Lasfar

Port de Jorf Lasfar

Ce terminal de réception, conditionnement et commercialisation du ciment facilite l'approvisionnement du marché de Jorf Lasfar et El Jadida.



# Ressources humaines et informations sociales

## Des valeurs partagées

À travers la politique générale d'Italcementi Group dans le domaine de gestion des ressources humaines, Ciments du Maroc place l'être humain au centre de ses préoccupations de gestion, en offrant à tous ses collaborateurs un environnement de travail respectueux et un management au quotidien axé sur les valeurs déclinées dans la charte des valeurs du Groupe :

- **honnêteté, équité, intégrité, transparence et respect mutuel**, autant de valeurs qui forment une partie intégrante de la culture de l'entreprise et qui sont appliquées en permanence dans ses relations avec les parties prenantes et les différents marchés,
- **dialogue et écoute des besoins des parties prenantes** afin de bâtir un climat de confiance et de relations loyales, constructives et créatrices de valeur pour les générations à venir,

- **protection de l'individu** en mettant la sécurité sur le lieu de travail au cœur des priorités dans notre gestion au quotidien en s'alignant sur les standards les plus exigeants en la matière,
- **promotion de la diversité**, de l'identité culturelle et de l'égalité des chances,
- **sauvegarde de l'environnement** par l'intégration harmonieuse de chaque entité industrielle dans le paysage et par le développement de technologies innovantes pour préserver les ressources naturelles et utiliser des sources d'énergie renouvelables,
- **encourager l'innovation** en faveur de la croissance industrielle et du développement durable.

## Le collaborateur au centre de la politique RH

Avec près de 960 personnes, la politique des ressources humaines de Ciments du Maroc cible la fidélisation et la motivation de ses collaborateurs. Elle vise également l'adaptation de l'entreprise aux changements que connaît son environnement. À cet effet, elle focalise ses actions sur le développement des compétences de son personnel en lui offrant une formation efficace et adaptée aux besoins et en favorisant la mobilité interne entre les différentes entités.



## Ciments du Maroc, 2<sup>ème</sup> meilleur employeur au Maroc en 2013

Ciments du Maroc a remporté le 2<sup>ème</sup> prix du Palmarès du Meilleur Employeur au Maroc en 2013 dans la catégorie « Grandes Entreprises » sur un panel représentant une cinquantaine des plus grandes entreprises du Maroc.

Le Trophée du meilleur employeur vise à encourager l'investissement dans le renforcement et la valorisation du capital humain, sachant que la performance sociale est une des conditions essentielles de la performance économique et de l'efficacité de l'entreprise. La direction des ressources humaines ne cesse d'œuvrer pour la mise en place de nouveaux leviers de développement du capital humain et être en permanence à l'écoute des salariés pour répondre à leurs besoins et à leurs attentes.



# Initiatives à caractère sociétal

Intégrer les préoccupations sociales, culturelles et économiques des parties prenantes dans les régions où Ciments du Maroc est présent, a toujours fait partie de ses engagements. De ce fait, Ciments du Maroc met en place un programme d'accompagnement ciblé de soutien aux fondations et associations caritatives à l'échelle nationale et régionale dans les domaines de l'éducation, de la culture, du sport, de l'emploi et du développement des compétences, de la santé, de l'investissement social et de la protection de l'environnement.

## Éducation

Soutien au **Conseil du développement et de la solidarité (CDS)**, instance associative citoyenne ayant pour objectif de proposer des axes de programme et des mesures opérationnelles utiles au Maroc : organisation de colloques et de conférences, notamment en partenariat avec la Fondation Marocaine pour la Promotion de l'Enseignement Préscolaire.



Poursuite du programme de participation à la mise à niveau des **écoles rurales** dans le cadre du programme d'actions de l'Association Professionnelle des Cimentiers (convention avec le Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement).

Contribution annuelle en tant que membre fondateur de la **Fondation Academia** et soutien à ses actions de promotion de l'excellence au profit des étudiants de conditions sociales modestes souhaitant intégrer de grandes écoles.

## Culture et sport

Dans une dynamique de **promotion de la culture et de sauvegarde du patrimoine régional et national**, Ciments du Maroc soutient tout au long de l'année plusieurs festivals et manifestations culturelles : Women's Tribune, Festival Timitar, Festival Tifawin, Festival Cinéma et Migration d'Agadir, Printemps de Safi, activités culturelles organisées par le centre culturel italien...



Ciments du Maroc sponsorise des événements régionaux majeurs dans le domaine sportif :

Rallye Classic, Association du Trophée Hassan II de Golf, Étoile d'Anza, Coupe d'Italie de Golf, Oriental Legends, course sur route Feu Rah Fdaili, Club de Foot Foug El Oued...

## Développement des compétences

Octroi de stages et soutien au **programme d'insertion des jeunes diplômés** (ENSA de Safi, ISTA de Laâyoune, ISGI, ENCG Agadir...).

Organisation de **Journées Portes Ouvertes** au sein des usines et du parc éolien de Laâyoune.

## Santé

Organisation de **caravanes médicales** et de soins en partenariat avec des associations locales.



## Investissement social

Poursuite du **projet d'adduction en eau potable** par la mise en place d'un réseau de canalisations de plus de 20 km en faveur de 6 douars situés près de l'usine d'Aït Baha, en partenariat avec l'INDH et la commune d'Imi Mqorn.

Poursuite du programme de réhabilitation et d'agrandissement de **l'école coranique d'Ida Oumannou** (Province de Chtouka Aït Baha), en partenariat avec le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques, les autorités locales et la Fondation du Sud. Cette école, accueillant 250 élèves, existe depuis près de cinq siècles et bénéficiera des standards conformes en terme d'éducation, d'habitat et d'hygiène.

Soutien à la campagne nationale initiée par la **Fondation Mohammed V pour la Solidarité**, en faveur des franges de la population en situation précaire et au programme de la **Fondation Mohammed VI pour la Réinsertion des Détenus**.

Soutien à des **ONG**, associations et universités (l'Heure Joyeuse, Maison de bienfaisance de M'Zou-dia, Association des Amis des Centres de Réforme et de Protection de l'Enfance, centre de protection de l'enfance d'Agadir, Rose du Sud pour enfants handicapés mentaux, centre féminin de Had Hrara...).

Participation au **désenclavement de douars** par la livraison de matériaux et de ciment, par la construction et la réfection de routes, ponts, mosquées, puits... au profit des riverains.



## Sensibilisation à la protection de l'environnement

Depuis plus de dix ans, Ciments du Maroc participe au **programme Plages Propres** de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement par le parrainage de trois plages **dans la région de Safi** : Safi ville, Lalla Fatna et Kourram Daif ; en plus de la **protection de la plage de Foum El Oued**, soutenue par Indusaha, en partenariat avec la commune et l'Association de Développement Rural de Foum El Oued.

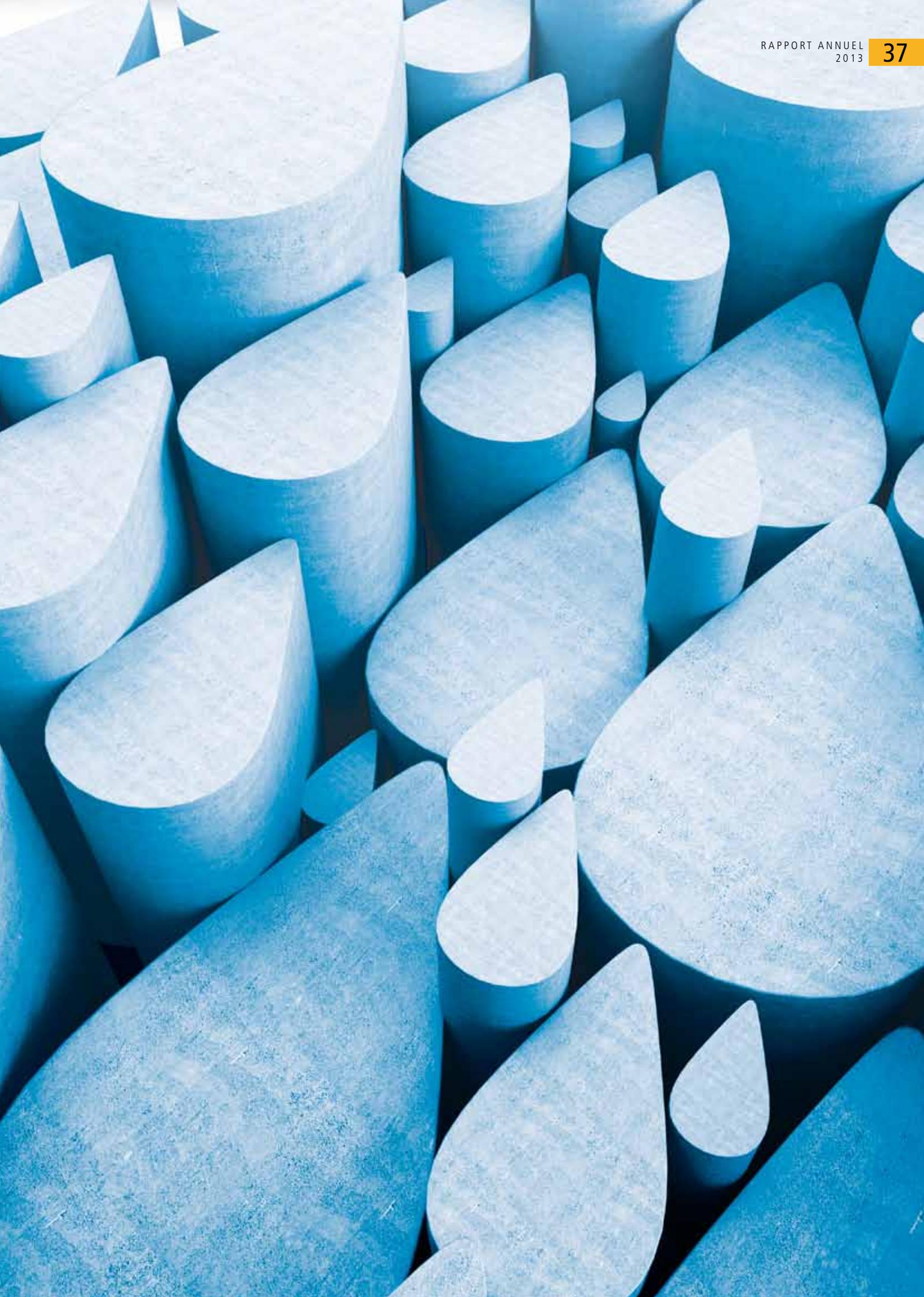
Participation à de nombreuses actions en partenariat avec **l'Observatoire de la Palmeraie de Marrakech** : organisation de journées de sensibilisation à la protection de l'environnement, célébrations des journées internationales de la terre et du volontariat, excursions au profit des élèves d'éco-écoles.



Poursuite de la participation aux campagnes nationales de **ramassage et d'élimination des sacs plastiques** dans l'ensemble des régions d'implantation de nos usines (32 millions de sacs en 2013).

Participation à l'éducation environnementale par le soutien à des colloques importants, tels que le **Forum Planète'Ere, le WEEC** et soutien au programme de conservation des espèces sauvages du **Jardin Zoologique de Rabat**.

Poursuite de l'opération de **plantation d'arbres** aux alentours des usines : près de l'usine de Marrakech, plantation de 200 oliviers et préparation d'une surface de 20 ha pour reboisement entre 2011 et 2013 à la maison de bienfaisance M'Zoudia, Lycée de M'Zoudia et au douar de M'Zoudia. À l'usine d'Aït Baha, engagement depuis 2011 sur un programme de 2010 hectares, dont 310 hectares sont plantés à l'usine, 18 hectares au niveau des schistes et 300 hectares dans la région d'Aït Baha, le reliquat sera réparti sur les 5 années à venir (280 hectares par an).



# Santé et sécurité



**« Développer la culture Sécurité et en faire un mode de vie dans le travail est la base de la démarche entreprise par Italcementi Group et ses filiales ».**

En 2013, CimENTS du Maroc a poursuivi sa démarche de mise en place de concepts et pratiques de sécurité, notamment par la poursuite du perfectionnement de la bonne application des standards, du port des EPI, travaux en hauteur, consignation-déconsignation, conduite et travaux en espaces confinés.

Cette année a également connu la mise en place du concept I-take 5 (5 minutes de vérification sécurité avant chaque intervention), le développement des travaux des groupes de progrès dans les sites constitués de collaborateurs directement concernés qui s'emploient à identifier et analyser des situations à risques et à proposer des solutions.



# Informations Environnementales

## Activité ciment

### Systèmes de management environnemental

Ciments du Maroc, entreprise éco-responsable, a généralisé la mise en place des systèmes de management de l'environnement : en 2013, l'usine d'Aït Baha a intégré le champ de certification, tout le dispositif Cimar étant ainsi certifié ISO 14001.

Basé sur le principe de l'amélioration continue, ces systèmes permettent à l'ensemble de nos sites de renforcer l'intégration des questions environnementales dans leur fonctionnement et la mise en place des plans d'actions permettant de réduire l'impact de l'activité sur l'environnement.

Par la généralisation et les extensions de ces certifications, Ciments du Maroc confirme sa politique d'amélioration continue des performances environnementales et la limitation des impacts de ses activités.

L'usine d'Aït Baha a également lancé la certification ISO 50001, relative à la gestion rationnelle de l'énergie.

### Carrières

L'un des axes de la politique de développement durable du Groupe est le réaménagement des carrières. L'ensemble des carrières alimentant nos sites en matières premières possède des plans de réaménagement (pendant l'exploitation ou en fin d'exploitation). Ces plans permettront la remise en état des sites avec intégration dans leur environnement.

#### L'année 2013 a connu notamment :

- l'établissement de l'étude d'aménagement de la carrière de M'Zoudia,
- la poursuite de l'aménagement de la carrière de pouzzolane de Drarga.



### Valorisation énergétique et amélioration de la performance énergétique

Dans le cadre de sa stratégie de valorisation énergétique, Ciments du Maroc a démarré en 2013 l'installation de valorisation des pneus déchiquetés dans l'usine d'Aït Baha et a lancé les travaux de réalisation d'une installation similaire à l'usine de Marrakech.

Ces installations de co-processing permettront de réduire la consommation de combustibles fossiles et donc d'améliorer le niveau des émissions de CO<sub>2</sub> et de gaz à effet de serre.

Dans le volet énergie, Ciments du Maroc a lancé en 2013 le chantier de mise en place d'un système de management de l'énergie à l'usine d'Aït Baha qui sera certifiée selon la norme internationale ISO 50001. Ceci se traduira par la mise en place des plans d'actions permettant d'améliorer en continu ses consommations énergétiques.

## Investissements et réalisations environnementaux

- Démarrage d'une installation d'incorporation de combustibles solides de substitution à l'usine d'Aït Baha ;
- lancement de la construction d'une installation identique à Marrakech ;
- poursuite des travaux du parc pilote thermo-solaire à Aït Baha.



## Émissions

Il s'agit essentiellement des poussières et effluents gazeux dont les rejets ont été notablement diminués par une performance croissante des équipements de filtration :

- les résultats des mesures des émissions de poussières de l'année 2013 sont inférieurs à  $20 \text{ mg/Nm}^3$  (la norme étant à  $50 \text{ mg/Nm}^3$ ) ;
- toutes les cheminées de nos fours sont équipées de CEM qui permettent un suivi en temps réel de toutes les émissions. Les résultats enregistrés sont conformes aux normes ;
- mise en place des contrats de maintenance de ces équipements pour assurer une meilleure disponibilité et fiabilité des mesures ;
- réalisations des campagnes de mesure spot par laboratoire externe dans tous les sites, les rapports fournis attestent la conformité des émissions par rapport aux normes en vigueur.

## Activité matériaux



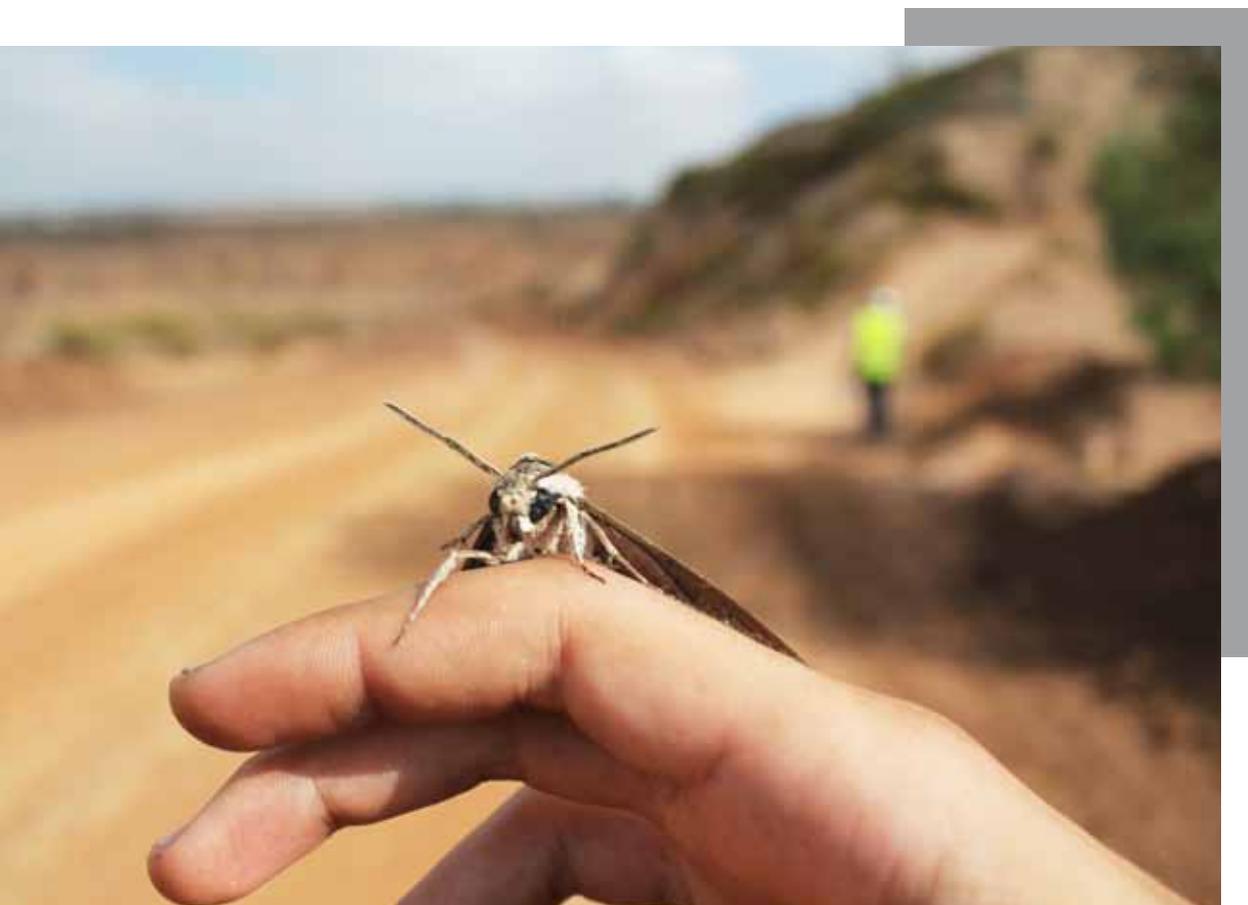
### Systèmes de management environnemental

Bétomar dispose à ce jour d'un site certifié ISO 14001, la carrière Oulad Abbou, la seule certifiée au Maroc. En 2013, la carrière Oulad Abbou a mené à bien le renouvellement de sa certification environnement ISO 14001. Des processus de certification ISO 14001 sont en cours sur d'autres sites.

### Gestion des carrières

La gestion de l'impact environnemental est inhérente à la gestion de nos carrières. En 2013 on note :

- l'actualisation de l'étude d'impacts de la carrière Oulad Abbou suite à l'extension de cette dernière ;
- l'inventaire détaillé de la faune et la flore, très riches, sur les deux carrières de Oulad Abbou et Benslimane, dans le cadre d'un projet initié par le Sustainable Development Department Group.



## Investissements et réalisations environnementaux

Les investissements visant à maîtriser l'impact environnemental de l'activité des matériaux sont incorporés dans le budget d'établissement des nouveaux sites et dans les frais de gestion quotidienne. En 2013, on note :

- l'établissement d'un contrat avec Ecoval pour le traitement des déchets solides et huiles usagées des carrières ;
- la réalisation d'investissements pour l'environnement sur les carrières (merlons, piste interne en bitume, mise à niveau de la route régionale RR318, etc.) ;
- la mise à niveau de plusieurs sites impliquant l'arrosage systématique, des stations équipées d'électro-filtres, capotage et bardage, dallage et rétentions, etc. sur l'ensemble des sites de Bétomar.

## Bonnes pratiques et indicateurs environnementaux

- 100 % de conformité réglementaire concernant les émissions de bruit, poussières et vibrations sur la carrière d'Oulad Abbou ;
- entretien et vidange du déshuileur et système d'oxygénation des eaux de lavage des engins sur Oulad Abbou ;
- réduction des non-conformités dues à la vibration grâce au respect d'un schéma de foration et d'un plan de tirs établis à cet effet ;
- recyclage optimal des eaux de la carrière Oulad Abbou.

## Sensibilisation

- Clôture à fin août 2013 de deux années consécutives sans réclamations externes sur la carrière Oulad Abbou ;
- préparation d'un module audio sur l'environnement.

# Éthique, déontologie et conformité

Les codes de bonnes pratiques en matière de gouvernance d'entreprise recommandent d'adopter des standards supérieurs à la loi et à la réglementation et les meilleures pratiques en termes de responsabilité sociale, sociétale et environnementale, pour consolider sa réputation et son image et ainsi améliorer la qualité de ses relations avec les parties prenantes.

Fort de ce principe, Italcementi Group a entamé au cours de la décennie écoulée une série de programmes qui visent à le doter, ainsi que ses filiales, de codes, procédures et plans d'actions.

L'éthique est un facteur clé pour créer la confiance avec les parties prenantes ; le Conseil d'Administration, gardien des valeurs éthiques, a joué un rôle central dans la maîtrise des risques éthiques.

**Le code éthique, pilier de ces programmes, a fixé les règles fondamentales suivantes :**

## Vision

« Exercer un métier de proximité de classe internationale, construire un avenir meilleur et durable pour toutes les parties prenantes ».

## Mission

« Créer de la valeur dans le secteur des matériaux de construction, grâce à une utilisation novatrice et durable des ressources naturelles au bénéfice de nos clients et de nos communautés locales ».

## Valeurs

Pour le Groupe, la poursuite de cette mission repose sur cinq valeurs fondatrices. Ces valeurs permettent non seulement de définir le Groupe, mais elles servent également de guide dans les activités quotidiennes des employés d'Italcementi Group :

**Intégrité, responsabilité, diversité, efficacité et innovation.**

## Droits et règles de conduite pour les employés d'Italcementi Group :

- \* santé et sécurité ;
- \* honnêteté et loyauté ;
- \* impartialité et conflits d'intérêt ;
- \* interdiction de la fraude et de la corruption ;
- \* interdiction des comportements anticoncurrentiels ;
- \* protection des biens de l'entreprise, de l'information confidentielle et protection de la vie privée ;
- \* responsabilité ;
- \* contrôles internes ;
- \* travail d'équipe.

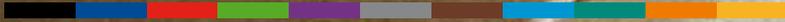
Partant de là, les initiatives suivantes ont été prises pour arriver au meilleur niveau possible en matière de bonne gouvernance :

- le programme « Framework Governance », qui traite du fonctionnement des Conseils d'Administration ;
- le programme « Operational Governance », qui vise à se doter de procédures et d'instruments favorisant la transparence et le partage de responsabilités, de pratiques et d'informations ;
- le programme « Reference Operational Model », qui met en place les mécanismes à même d'organiser le contrôle interne et la remontée de l'information financière du Groupe ;
- le programme « Antitrust », qui a pour but d'harmoniser les comportements des acteurs internes afin de réduire l'exposition de la société aux risques d'entrave à la concurrence ;
- le programme « Antibribery », qui adresse le respect de la déontologie en matière de relations vis-à-vis des tiers et en matière de transparence des transactions commerciales ;
- le programme de « Traitement des données personnelles », qui précise le traitement et l'usage des données concernant le personnel ;
- le programme de « Whistleblowing », qui vise à organiser l'alerte professionnelle pour la prévention de la fraude.

Pour leur mise en place, ces programmes ont nécessité une mobilisation interne très importante et continueront à solliciter différents intervenants pour en assurer la viabilité.



# Commentaires sur l'exercice



- P48** Faits marquants
- P51** Analyse de l'activité
- P52** Résultats
- P53** Perspectives



# Faits marquants

## Activité industrielle

L'année 2013 a été caractérisée par une bonne stabilité de marche de nos fours, ce qui a permis de répondre de façon optimale au marché et de dégager des excédents de clinker pour l'export, améliorant ainsi de façon significative les résultats de l'exercice par rapport à l'an passé.

## Accélération des travaux de construction du centre de Jorf Lasfar

En 2013, la construction du centre de Jorf Lasfar s'est poursuivie. Celui-ci est composé d'un broyeur 450 KT/an et de deux machines d'ensachage avec chargement automatique et deux machines de chargement vrac.

Le centre dispose également des meilleures technologies de protection de l'environnement, notamment le stockage du clinker, gypse et calcaire en silos fermés et un dépoussiérage correctement dimensionné pour l'ensemble des installations.



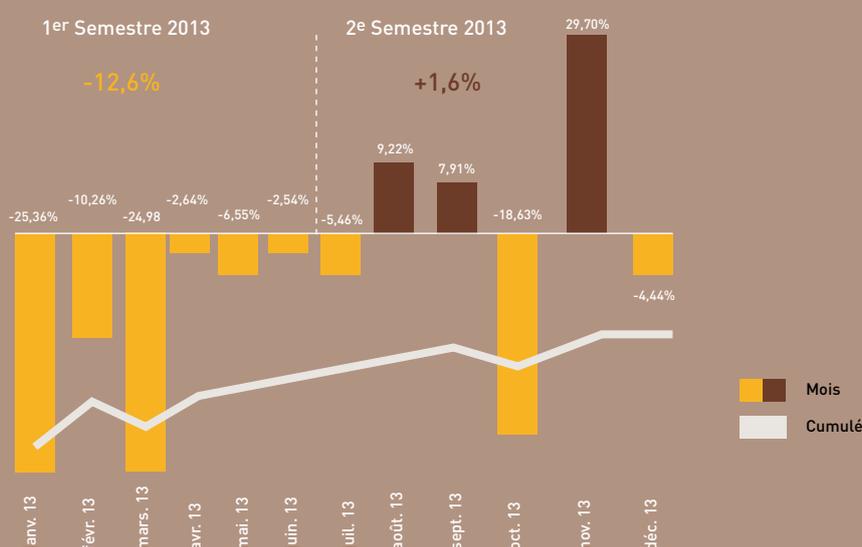
L'année a également connu la mise en service de l'installation d'incorporation des pneus déchiquetés d'Aït Baha, ce qui a permis de ramener le taux de substitution moyen des combustibles nobles à 8 %.

## Poursuite du programme de réduction des coûts fixes

Dans le but de réduire l'impact de la baisse des volumes et prix, à l'image d'Italcementi Group, Ciments du Maroc poursuit son programme de réduction des coûts fixes. Ce qui a donné des résultats satisfaisants en 2013, essentiellement en ce qui concerne la maintenance, les frais généraux et la logistique.

## Activité ciment

### Variations mensuelles des ventes nationales de ciment en 2013



### Forte baisse des ventes au cours du 1<sup>er</sup> semestre

L'année 2012 s'était terminée sur un mauvais second semestre et cette tendance s'est poursuivie au cours du premier semestre de l'année 2013. Le début de l'année a été particulièrement difficile avec une conjoncture économique défavorable pour le secteur. À cela, s'est ajoutée au cours du premier trimestre une pluviométrie exceptionnelle ayant entraîné l'arrêt des chantiers.

### Rattrapage au cours du 2<sup>ème</sup> semestre

Le second semestre de l'année 2013 a été en revanche positif, puisqu'en comparaison avec la même période sur l'année 2012, les volumes de ciment écoulés sur le

marché national ont progressé de 1,6 %. Ainsi, alors qu'à fin juin, le cumul des ventes accusait une baisse de 12,6 %, le deuxième semestre a permis de faire remonter la performance annuelle à -6,3 %.

### Campagne agricole exceptionnelle

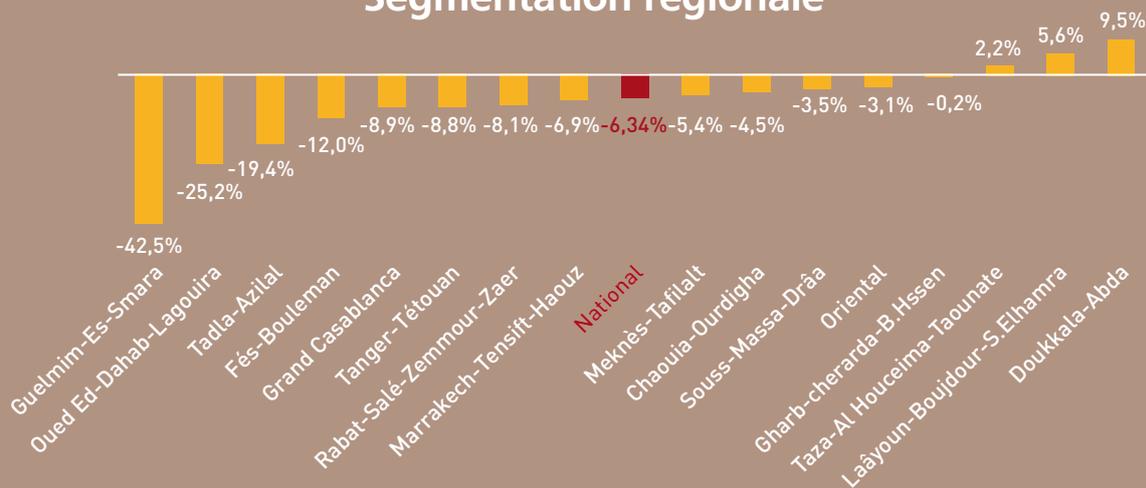
La forte pluviométrie enregistrée en 2013 a certes ralenti les chantiers au cours du premier semestre. Mais l'excellente campagne agricole qui en a découlé a eu un impact psychologique et financier majeur sur la confiance et la solvabilité d'une tranche importante des consommateurs finaux du ciment, contribuant ainsi à la bonne performance des ventes de ciment au deuxième semestre.

## Évolutions différentes selon les régions

Cette baisse nationale s'est accompagnée de fortes variations au niveau régional. La région la plus dynamique a été la région de Doukkala Abda avec une croissance de 9,5 %, alors que la région de Guelmim Es-Smara a été la plus touchée, par une baisse de croissance de 42,5 %. Quant au premier bassin national, le Grand Casablanca, sa croissance a fortement

baissé (8,9 %). Le bassin traditionnel de Ciments du Maroc a été impacté différemment, entre le bassin de Marrakech qui a connu une baisse de 6,9 % en ligne avec l'évolution nationale, le bassin du Souss qui a mieux résisté avec une baisse de 3,5 % et les bassins de Laâyoune et d'El Jadida/Safi qui figurent parmi les rares régions – quatre sur seize – qui ont affiché des performances positives, avec respectivement +5,6 % et +9,5%.

### Segmentation régionale



## Activité matériaux

### Ralentissement du marché national dans un contexte de concurrence accrue :

- montée en puissance des opérateurs indépendants et accentuation de la pression à la baisse sur les prix de vente ;
- dégradation des conditions du marché dans le secteur du BTP en termes de délais de paiement et du risque clients ;
- tendance massive des grandes entreprises à installer leurs propres centrales de chantiers.

### Béton continue à préserver sa position de leader sur les principaux chantiers d'infrastructures du Maroc :

- présence sur les principaux chantiers d'infrastructures de base de la ville de Casablanca ;
- montée en puissance des livraisons du projet d'extension du port et des usines de l'Office Chérifien des Phosphates à Jorf Lasfar ;
- poursuite des livraisons du projet autoroutier Berrechid-Beni Mellal.

# Analyse de l'activité

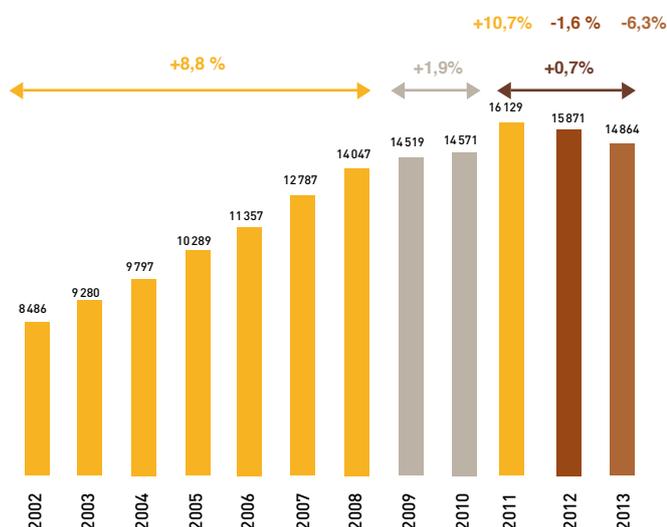
## Activité ciment

Après une baisse de 1,60 % en 2012, l'année 2013 s'est achevée sur une performance annuelle négative de 6,3 %. Ce chiffre illustre à quel point l'année a été difficile pour le marché du ciment puisqu'il faut remonter à 1965 pour trouver une baisse de plus grande ampleur. En termes de volumes, les ventes nationales de ciment ont représenté 14,86 millions de tonnes, soit une baisse de plus d'un million de tonnes par rapport à l'année 2012, quasiment un retour aux volumes écoulés en 2010.

Cette aggravation de la tendance baissière des ventes nationales de ciment s'explique par la baisse d'activité dans le secteur de la construction. Ce dernier a été handicapé, durant l'année écoulée, par l'accumulation de facteurs défavorables, dont principalement :

- le report des élections municipales, qui a généré un ralentissement des budgets engagés par les municipalités ;
- la décision de ralentissement des grands chantiers financés par le budget général de l'État ou des sociétés publiques afin de contrecarrer l'évolution défavorable des déficits publics ;
- les conséquences de la crise enregistrée en Europe, qui pèse sur les ressources touristiques et sur les transferts en provenance des résidents marocains à l'étranger ;
- la rareté des liquidités bancaires, générant un attentisme des opérateurs économiques ;
- la baisse des transactions immobilières, en raison de l'attentisme des particuliers face à la cherté des biens.

## Évolution des ventes nationales de ciment (2002-2013)



## Activité matériaux

Le marché national du béton prêt à l'emploi pour l'année 2013 est en baisse de 3 % comparé à 2012, il est estimé à 5,2 millions de m<sup>3</sup>. Le taux de pénétration s'est légèrement amélioré pour se situer à 11,3 % contre 11 % en 2012.

L'année 2013 a été marquée par l'entrée de nouveaux opérateurs BPE et par une forte pression sur les prix de vente.

Les ventes BPE de Bétomar ont enregistré une progression de 12,5 % par rapport à 2012 et ce, malgré la concurrence accrue que connaît le secteur, notamment avec l'émergence de grands opérateurs indépendants.

Les ventes granulats de Bétomar pour l'année 2013 ont enregistré une progression de 6,7 % par rapport à 2012.

Le marché national des granulats est en pleine mutation malgré une part toujours importante de l'informel. Il reste caractérisé par la difficulté de maîtrise du foncier et par un contexte de concurrence agressive et de pression forte sur les prix.

Bétomar préserve néanmoins sa position de leader sur le marché des matériaux de construction (BPE et granulats) avec une présence sur les principaux chantiers d'infrastructures du Maroc, grâce à son dispositif, son professionnalisme, sa démarche qualité et à sa politique d'innovation et de développement de nouveaux produits.

Le dispositif industriel de Bétomar à fin 2013 est composé de 25 centrales BPE et 4 carrières granulats.



# Résultats

## Des résultats solides, grâce à une efficacité opérationnelle accrue

Comptes consolidés (en MMAD)	2013	2012	Variation
Chiffre d'affaires opérationnel	3 623	3 601	+ 0,6 %
Excédent brut d'exploitation	1 614	1 535	+ 5,1 %
Résultat d'exploitation	1 129	1 074	+ 5,1 %
Résultat net	820	666	+ 23,1 %
Capacité d'autofinancement	1 355	1 353	+ 0,1 %

Les ventes en volume de Ciments du Maroc et de sa filiale Indusaha ont enregistré un retrait de 6,4 %, dans un contexte de marché en retrait de 6,3 %, marqué par un fort ralentissement de l'activité au cours du premier semestre. L'activité matériaux, quant à elle, a pu bénéficier d'une progression de ses volumes par rapport à 2012, de respectivement +12,5 % pour le béton prêt à l'emploi, et +6,7 % pour les granulats.

Le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 3 623 MMAD, en très légère hausse de 0,6 % par rapport à 2012.

L'excédent brut d'exploitation s'établit en progression de 5,1 % à 1 614 MMAD. L'efficacité opérationnelle, notamment l'absence de recours à l'achat de clinker, ayant permis de compenser l'effet négatif de la diminution des volumes vendus.

Le résultat d'exploitation enregistre, en conséquence, une amélioration de 5,1 % à 1 129 MMAD.

Le résultat net de l'exercice 2013 s'établit à 820 MMAD, en forte hausse de 23,1 % comparativement à celui de l'exercice 2012 en raison de :

- la dotation d'une provision pour dépréciation des titres de la société égyptienne Suez Cement Company moins importante en 2013, pour un montant de 103 MMAD contre 242 MMAD en 2012.
- l'enregistrement de plus-values générées par la cession de terrains non stratégiques qui se solde par un produit net de 26 MMAD.

La capacité d'autofinancement est stable à 1 355 MMAD (+0,1 % par rapport à 2012) et la totalité de l'emprunt à moyen terme est remboursé.

Les investissements se sont poursuivis avec la construction du centre de broyage de Jorf Lasfar, dont la mise en service est prévue pour le second semestre 2014.

Comptes sociaux (en MMAD)	2013	2012	Variation
Chiffre d'affaires opérationnel	2 863	2 894	- 1,1 %
Excédent brut d'exploitation	1 433	1 380	+ 3,9 %
Résultat d'exploitation	996	945	+ 5,5 %
Résultat net	773	600	+ 28,7 %
Capacité d'autofinancement	1 272	1 263	+ 0,7 %

# Perspectives

## Activité ciment

L'année 2013 aura été ainsi une année particulièrement difficile, en raison de l'impact de facteurs tant endogènes à l'économie nationale – gel partiel des commandes publiques pour cause de déficits publics, rareté des liquidités bancaires, cherté des biens par rapport à la solvabilité des ménages – qu'exogènes – stagnation économique en Europe pesant sur les ressources touristiques et sur les transferts en provenance des marocains résidents à l'étranger.

Pour autant, les fondamentaux économiques du secteur cimentier restent solides. En premier lieu, il convient de noter la persistance d'une forte demande latente en raison d'un déficit en logements encore non résorbé.

En second lieu, en dépit de la réduction des marges de manœuvres budgétaires, la volonté des autorités de moderniser le pays et de lancer des chantiers structurants reste forte et les projets annoncés pour les années en cours devraient soutenir la consommation de ciment. À l'aune de ces éléments, il est autorisé de se montrer prudemment optimiste pour l'année 2014 qui devrait être une année de transition. Ainsi, si le début de l'année devait s'inscrire dans la tendance de 2013, une reprise de la consommation reste une hypothèse solide dans un avenir proche, dès la fin de cette année 2014 ou courant 2015.

## Activité matériaux

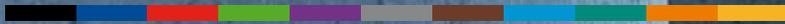
### L'année 2014 devrait conforter la position de Bétomar sur les marchés BPE et granulats notamment grâce :

- à la poursuite de l'extension du port et des usines de l'Office Chérifien des Phosphates à Jorf Lasfar ;
- aux travaux d'infrastructures de base à Casablanca (autoroute urbaine, projet anti-pollution Casablanca-Est) ;
- aux programmes de logements sociaux ;
- à l'achèvement de l'autoroute Berrechid-Beni Mellal ;
- aux projets intégrés de développement des pôles urbains.

### Un renforcement du dispositif de Bétomar est prévu pour 2014 :

- ouverture d'une nouvelle carrière dans la région de Casablanca ;
- augmentation des réserves des carrières de Benslimane et Oulad Abbou ;
- installation de 2 nouvelles centrales à béton à El Jadida et Khouribga.

i.nova, la nouvelle  
stratégie de marque  
d'Italcementi Group







## i.nova, la nouvelle stratégie de marque d'Italcementi Group

L'année 2013 a été marquée par le lancement par Italcementi Group et ses filiales à travers le monde, de la nouvelle stratégie de marque **i.nova** qui révolutionne le marché du ciment.

Ce nouveau système de marque global a été conçu pour transmettre à la fois **performance** et **produit** en un seul nom.

Le client est au cœur d'une stratégie qui n'est plus basée sur la simple offre d'un seul produit, mais clairement axée sur la capacité **d'offrir des solutions adaptées** pour

répondre aux différentes demandes des divers produits qui garantissent une **performance spécifique**.

**i.nova** regroupe tous les types de produits - ciment, béton, mortier et chaux - à travers **11 familles de performance**, afin de simplifier le processus d'achat et de garantir la même **approche de lecture compréhensible**, déclinée dans un langage commun, à tous les clients, dans tous les marchés, grâce à un langage basé sur **des codes structurés**, facilement compréhensibles par tous.

## Les familles de performances i.nova

Les familles de performance sont les éléments essentiels du système de marque global **i.nova** d'Italcementi Group. Chaque famille représente un secteur/type de performance, comprenant plusieurs noms de produits traditionnels, soutenu par sa propre **couleur-clé** et **le symbole de la performance**. Cette reconnaissance visuelle facilite l'acte d'achat même au niveau international.

Le système de marque **i.nova** permet ainsi à Italcementi Group d'optimiser la valorisation de son offre de plus de

10.000 produits, dont 2.500 sont commercialisés en Italie, vendus à travers un réseau de vente de plus de 12.000 clients et de renforcer davantage sa position de leader sur le marché.

**Utiliser le système i.nova** permet aux clients de distinguer et choisir, par exemple, les produits à isolation phonique de la « famille » **i.sound**, ou bien les produits d'isolation thermique de la « famille » **i.clime** ou encore, les produits en contact avec l'eau, de la « famille » **i.idro**.



**i.work** ▶

Les produits classiques avec notre garantie de qualité et notre savoir-faire.



**i.pro** ▶

Les produits à usage professionnel, conçus pour faciliter le travail des utilisateurs.



**i.tech** ▶

Les produits de haute technologie, capables de garantir une très haute performance en termes de résistance et de sécurité.



**i.speed** ▶

Les produits à prise rapide destinés à accélérer le temps d'application.



**i.flow** ▶

Les produits auto-compactants et auto-nivelants, spécialement conçus pour réduire l'effort de l'utilisateur.



**i.idro** ▶

Les produits conçus pour garantir les meilleures performances en contact avec l'eau.



**i.clime** ▶

Les produits d'isolation thermique pour des projets économes en énergie.



**i.sound** ▶

Les produits d'isolation phonique qui améliorent le confort de vie.



**i.design** ▶

Les produits à haute valeur esthétique : architecture, design et applications artistiques.



**i.active** ▶

Les produits contenant le principe photocatalytique TX Active aux propriétés dépolluantes et autonettoyantes.

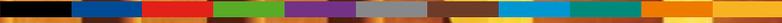


**i.light** ▶

Les produits offrant des propriétés de transparence.



# États financiers



**P60** Comptes sociaux

**P70** Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire

**P76** Comptes consolidés



# Comptes sociaux

BILAN ACTIF (Modèle normal)

Exercice clos le 31 décembre 2013

ACTIF		Au 31 décembre 2013			Au 31 décembre 2012
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)</b>	<b>86 673 646,31</b>	<b>65 417 277,94</b>	<b>21 256 368,37</b>	<b>27 779 511,26</b>
	• Frais préliminaires	7 435 950,00	5 878 580,00	1 557 370,00	3 044 560,00
	• Charges à répartir sur plusieurs exercices	79 237 696,31	59 538 697,94	19 698 998,37	24 734 951,26
	• Primes de remboursement des obligations				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>312 793 916,15</b>	<b>23 583 579,83</b>	<b>289 210 336,32</b>	<b>274 255 337,81</b>
	• Immobilisation en recherche et développement				
	• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	41 993 916,15	23 583 579,83	18 410 336,32	3 455 337,81
	• Fonds commercial	270 800 000,00		270 800 000,00	270 800 000,00
	• Autres immobilisations incorporelles				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>7 580 995 127,88</b>	<b>4 269 821 291,63</b>	<b>3 311 173 836,25</b>	<b>3 507 668 182,47</b>
	• Terrains	34 432 964,80		34 432 964,80	37 158 464,80
	• Constructions	1 588 416 811,88	829 212 048,33	759 204 763,55	792 479 041,61
	• Installations techniques, matériel et outillage	5 510 751 967,82	3 327 257 672,39	2 183 494 295,43	2 365 851 474,13
	• Matériel de transport	38 133 465,84	35 442 722,01	2 690 743,83	3 851 683,73
	• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	102 180 895,31	77 908 848,90	24 272 046,41	27 309 994,79
	• Autres immobilisations corporelles				
	• Immobilisations corporelles en cours	307 079 022,23		307 079 022,23	281 017 523,41
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)</b>	<b>1 860 876 833,49</b>	<b>346 911 771,20</b>	<b>1 513 965 062,29</b>	<b>1 622 981 532,78</b>
	• Prêts immobilisés	24 403 697,97	1 140 821,20	23 262 876,77	30 301 412,26
• Autres créances financières	20 993 994,03	294 950,00	20 699 044,03	20 155 692,03	
• Titres de participation	1 815 479 141,49	345 476 000,00	1 470 003 141,49	1 572 524 428,49	
• Autres titres immobilisés					
<b>ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (E)</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
• Diminution des créances immobilisées					
• Augmentation des dettes de financement					
<b>TOTAL I (A + B + C + D + E)</b>	<b>9 841 339 523,83</b>	<b>4 705 733 920,60</b>	<b>5 135 605 603,23</b>	<b>5 432 684 564,32</b>	
<b>STOCKS (F)</b>	<b>501 142 832,46</b>	<b>66 086 801,61</b>	<b>435 056 030,85</b>	<b>436 079 946,86</b>	
• Marchandises	22 136,18		22 136,18	236 148,43	
• Matières et fournitures consommables	360 000 716,47	66 086 801,61	293 913 914,86	390 347 694,11	
• Produits en cours					
• Produits intermédiaires et produits résiduels	117 018 119,70		117 018 119,70	30 194 336,54	
• Produits finis	24 101 860,11		24 101 860,11	15 301 767,78	
<b>CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>631 620 525,12</b>	<b>39 444 747,21</b>	<b>592 175 777,91</b>	<b>734 347 739,05</b>	
• Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	2 988 592,77	717 972,22	2 270 620,55	4 986 730,57	
• Clients et comptes rattachés	555 823 562,46	36 860 070,56	518 963 491,90	525 829 928,36	
• Personnel	4 215 552,45	617 727,70	3 597 824,75	3 741 428,65	
• État	28 305 576,74		28 305 576,74	161 798 694,01	
• Comptes d'associés					
• Autres débiteurs	39 736 348,96	1 248 976,73	38 487 372,23	33 539 612,16	
• Comptes de régularisation Actif	550 891,74		550 891,74	4 451 345,30	
<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>	<b>464 034 088,14</b>	<b>0,00</b>	<b>464 034 088,14</b>	<b>116 528 854,90</b>	
<b>ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (Éléments circulants) (I)</b>	<b>1 212 937,85</b>		<b>1 212 937,85</b>	<b>711 218,29</b>	
<b>TOTAL II (F + G + H + I)</b>	<b>1 598 010 383,57</b>	<b>105 531 548,82</b>	<b>1 492 478 834,75</b>	<b>1 287 667 759,10</b>	
<b>TRÉSORERIE-ACTIF</b>					
• Chèques et valeurs à encaisser	41 576 701,37		41 576 701,37	30 326 619,16	
• Banques, Trésorerie Générale, Chèques postaux	41 179 961,78		41 179 961,78	235 081,84	
• Caisse, Régies d'avances et accreditifs	1 436 736,76		1 436 736,76	656 151,43	
<b>TOTAL III</b>	<b>84 193 399,91</b>	<b>0,00</b>	<b>84 193 399,91</b>	<b>31 217 852,43</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL I + II + III</b>	<b>11 523 543 307,31</b>	<b>4 811 265 469,42</b>	<b>6 712 277 837,89</b>	<b>6 751 570 175,85</b>	

## BILAN ACTIF (Modèle normal)

Exercice clos le 31 décembre 2013

PASSIF		Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
FINANCEMENT PERMANENT	<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
	• Capital social ou personnel (1)	1 443 600 400,00	1 443 600 400,00
	• Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé, capital appelé/dont versé		
	• Primes d'émission, de fusion, d'apport	200 997 938,29	200 997 938,29
	• Écarts de réévaluation		
	• Réserve légale	144 360 040,00	144 360 040,00
	• Autres réserves	152 006 503,98	152 006 503,98
	• Report à nouveau (2)	2 976 202 255,81	2 953 195 312,97
	• Résultat net en instance d'affectation (2)		
	• Résultat net de l'exercice (2)	772 969 154,28	600 447 102,84
	<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>5 690 136 292,36</b>	<b>5 494 607 298,08</b>
	<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)</b>	<b>2 294 028,60</b>	<b>2 483 591,13</b>
	• Subventions d'investissement		
	• Provisions réglementées	2 294 028,60	2 483 591,13
	<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>	<b>0,00</b>	<b>330 000 000,00</b>
	• Emprunts obligataires		
	• Autres dettes de financement		330 000 000,00
	<b>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)</b>	<b>100 131 516,88</b>	<b>95 230 290,66</b>
	• Provisions pour risques		
• Provisions pour charges	100 131 516,88	95 230 290,66	
• Provisions pour impôts			
<b>ÉCARTS DE CONVERSION-PASSIF (E)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
• Augmentation des créances immobilisées			
• Diminution des dettes de financement			
<b>Total I (A + B + C + D + E)</b>	<b>5 792 561 837,84</b>	<b>5 922 321 179,87</b>	
PASSIF CIRCULANT	<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>716 762 450,05</b>	<b>638 698 655,22</b>
	• Fournisseurs et comptes rattachés	340 398 324,93	399 700 090,23
	• Clients créditeurs, avances et acomptes	3 468 847,52	6 067 748,77
	• Personnel	13 402 597,66	10 003 555,61
	• Organismes sociaux	24 564 028,19	20 454 833,89
	• État	170 187 764,00	79 791 741,18
	• Comptes d'associés	8 790 898,19	8 295 963,19
	• Autres créanciers	155 846 000,46	113 404 241,50
	• Comptes de régularisation Passif	103 989,10	980 480,85
	<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>	<b>11 135 136,40</b>	<b>9 774 505,48</b>
	<b>ÉCARTS DE CONVERSION-PASSIF (Éléments circulants) (H)</b>	<b>574 665,81</b>	<b>1 390 303,74</b>
<b>Total II (F + G + H)</b>	<b>728 472 252,26</b>	<b>649 863 464,44</b>	
TRÉSORERIE	<b>TRÉSORERIE-PASSIF</b>		
	• Crédits d'escompte		
	• Crédits de trésorerie	57 734 586,42	24 114 443,31
	• Banques	133 509 161,37	155 271 088,23
<b>Total III</b>	<b>191 243 747,79</b>	<b>179 385 531,54</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL I + II + III</b>	<b>6 712 277 837,89</b>	<b>6 751 570 175,85</b>	

(1) Capital personnel débiteur (-)  
(2) Bénéficiaire (+) ; Déficitaires (-)

## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes)

Exercice clos le 31 décembre 2013

	NATURE	OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE 3 = 2+1	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT 4
		Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
EXPLOITATION	<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
	• Ventes de marchandises (en l'état)				44 240,00
	• Ventes de biens et services produits	2 879 692 569,34		2 879 692 569,34	2 906 613 501,16
	• <b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 879 692 569,34</b>		<b>2 879 692 569,34</b>	<b>2 906 657 741,16</b>
	• Variation de stocks de produits (1)	39 460 824,71		39 460 824,71	-10 217 950,46
	• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	47 098 767,51		47 098 767,51	26 084 394,66
	• Subventions d'exploitation				
	• Autres produits d'exploitation	50 000,00		50 000,00	50 000,00
	• Reprises d'exploitation; transferts de charges	14 836 441,77		14 836 441,77	6 236 691,09
	<b>Total I</b>	<b>2 981 138 603,33</b>	<b>0,00</b>	<b>2 981 138 603,33</b>	<b>2 928 810 876,45</b>
	<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
	• Achats revendus (2) de marchandises	214 012,25		214 012,25	48 807,74
	• Achats consommés (2) de matières et fournitures	1 066 022 136,88		1 066 022 136,88	1 065 940 658,66
• Autres charges externes	242 636 223,14	-373 906,94	242 262 316,20	258 652 156,76	
• Impôts et taxes	19 390 393,09	341 041,50	19 731 434,59	20 495 491,53	
• Charges de personnel	204 974 978,92		204 974 978,92	197 612 596,88	
• Autres charges d'exploitation	4 187 375,23		4 187 375,23	3 883 121,14	
• Dotations d'exploitation	447 448 527,03		447 448 527,03	437 383 797,26	
<b>Total II</b>	<b>1 984 873 646,54</b>	<b>-32 865,44</b>	<b>1 984 840 781,10</b>	<b>1 984 016 629,97</b>	
<b>III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>996 297 822,23</b>	<b>944 794 246,48</b>	
FINANCIER	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
	• Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	133 365 906,60		133 365 906,60	142 416 790,18
	• Gains de change	5 351 430,36		5 351 430,36	2 234 521,22
	• Intérêts et autres produits financiers	8 199 657,28		8 199 657,28	7 115 154,54
	• Reprises financières; transferts de charges	711 218,29		711 218,29	725 955,78
	<b>Total IV</b>	<b>147 628 212,53</b>	<b>0,00</b>	<b>147 628 212,53</b>	<b>152 492 421,72</b>
	<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>				
	• Charges d'intérêts	9 926 401,74		9 926 401,74	36 144 865,56
	• Pertes de change	2 654 889,41		2 654 889,41	4 071 454,61
	• Autres charges financières				
• Dotations financières	103 733 937,85		103 733 937,85	243 666 218,29	
<b>Total V</b>	<b>116 315 229,00</b>	<b>0,00</b>	<b>116 315 229,00</b>	<b>283 882 538,46</b>	
<b>VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)</b>			<b>31 312 983,53</b>	<b>-131 390 116,74</b>	
<b>VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)</b>			<b>1 027 610 805,76</b>	<b>813 404 129,74</b>	

(1) Variation de stocks : stock final - stock initial; augmentation (+); diminution (-)

(2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks

## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes) (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2013

	NATURE	OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE 3 = 2+1	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT 4	
		Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2			
<b>VII</b>	<b>RÉSULTAT COURANT (reports)</b>			<b>1 027 610 805,76</b>	<b>813 404 129,74</b>	
<b>NON COURANT</b>	<b>PRODUITS NON COURANTS</b>					
	• Produits de cessions d'immobilisations	41 565 043,25		41 565 043,25	628 089,76	
	• Subventions d'équilibre					
	<b>VIII</b>	• Reprises sur subventions d'investissement				
	• Autres produits non courants	327 656,98		327 656,98	9 174 135,16	
	• Reprises non courantes ; transferts de charges	18 997 635,60		18 997 635,60	23 922 111,46	
	<b>Total VIII</b>	<b>60 890 335,83</b>	<b>0,00</b>	<b>60 890 335,83</b>	<b>33 724 336,38</b>	
	<b>CHARGES NON COURANTES</b>					
	• Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	2 725 787,00		2 725 787,00	2 805 522,65	
	• Subventions accordées					
	<b>IX</b>	• Autres charges non courantes	25 360 496,94		25 360 496,94	33 886 533,86
	• Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	8 623 888,37		8 623 888,37	3 320 563,77	
	<b>Total IX</b>	<b>36 710 172,31</b>	<b>0,00</b>	<b>36 710 172,31</b>	<b>40 012 620,28</b>	
<b>X</b>	<b>RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>			<b>24 180 163,52</b>	<b>-6 288 283,90</b>	
<b>XI</b>	<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + X)</b>			<b>1 051 790 969,28</b>	<b>807 115 845,84</b>	
<b>XII</b>	<b>IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT</b>	<b>278 821 815,00</b>		<b>278 821 815,00</b>	<b>206 668 743,00</b>	
<b>XIII</b>	<b>RÉSULTAT NET (XI-XII)</b>			<b>772 969 154,28</b>	<b>600 447 102,84</b>	
<b>XIV</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)</b>			<b>3 189 657 151,69</b>	<b>3 115 027 634,55</b>	
<b>XV</b>	<b>TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)</b>			<b>2 416 687 997,41</b>	<b>2 514 580 531,71</b>	
<b>XVI</b>	<b>RÉSULTAT NET (Total des produits - Total des charges)</b>			<b>772 969 154,28</b>	<b>600 447 102,84</b>	

## ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.)

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

I. TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T.F.R.)		Exercice	Exercice Précédent
1	+	Ventes de Marchandises (en l'état)	44 240,00
2	-	Achats revendus de marchandises	214 012,25
I	=	<b>MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT</b>	<b>-214 012,25</b>
II	+	<b>PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)</b>	<b>2 966 252 161,56</b>
3		Ventes de biens et services produits	2 879 692 569,34
4		Variation stocks produits	39 460 824,71
5		Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	47 098 767,51
III	-	<b>CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)</b>	<b>1 308 284 453,08</b>
6		Achats consommés de matières et fournitures	1 066 022 136,88
7		Autres charges externes	242 262 316,20
IV	=	<b>VALEUR AJOUTÉE (I + II + III)</b>	<b>1 657 753 696,23</b>
8	+	Subventions d'exploitation	
9	-	Impôts et taxes	19 731 434,59
10	-	Charges de personnel	204 974 978,92
V	=	<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)</b>	<b>1 433 047 282,72</b>
11	+	Autres produits d'exploitation	50 000,00
12	-	Autres charges d'exploitation	4 187 375,23
13	+	Reprises d'exploitation, transferts de charges	14 836 441,77
14	-	Dotations d'exploitation	447 448 527,03
VI	=	<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)</b>	<b>996 297 822,23</b>
VII	+/-	<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>31 312 983,53</b>
VIII	=	<b>RÉSULTAT COURANT (+ ou -)</b>	<b>1 027 610 805,76</b>
IX	+/-	<b>RÉSULTAT NON COURANT</b>	<b>24 180 163,52</b>
15	-	Impôt sur les résultats	278 821 815,00
X	=	<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)</b>	<b>772 969 154,28</b>
II. CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.) - AUTOFINANCEMENT		Exercice	Exercice Précédent
1		Résultat net de l'exercice	
		Bénéfice +	772 969 154,28
		Perte -	600 447 102,84
2	+	Dotations d'exploitation (1)	442 355 446,86
3	+	Dotations financières (1)	102 521 000,00
4	+	Dotations non courantes (1)	380 469,10
5	-	Reprises d'exploitation (2)	1 125 000,00
6	-	Reprises financières (2)	
7	-	Reprises non courantes (2) (3)	11 613 127,69
8	-	Produits des cessions d'immobilisations	36 470 547,00
9	+	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	2 725 787,00
I		<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)</b>	<b>1 271 743 182,55</b>
10		Distributions de bénéfices	577 440 160,00
II		<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>694 303 022,55</b>

(1) à l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.  
(2) à l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.  
(3) y compris reprises sur subventions d'investissement.

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE (modèle normal)

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN		EXERCICE A	EXERCICE PRÉCÉDENT B	VARIATIONS A-B	
				EMPLOIS C	RESSOURCES D
1	Financement Permanent	5 792 561 837,84	5 922 321 179,87	129 759 342,03	
2	Moins actif immobilisé	5 135 605 603,23	5 432 684 564,32		297 078 961,09
3	= Fonds de Roulement Fonctionnel (1-2) (A)	656 956 234,61	489 636 615,55		<b>167 319 619,06</b>
4	Actif circulant	1 492 478 834,75	1 287 667 759,10	204 811 075,65	
5	Moins passif circulant	728 472 252,26	649 863 464,44		78 608 787,82
6	= Besoin de Financement Global (4-5) (B)	764 006 582,49	637 804 294,66	<b>126 202 287,83</b>	
7	TRÉSORERIE NETTE (Actif - Passif) = A-B	-107 050 347,88	-148 167 679,11	<b>41 117 331,23</b>	
II. EMPLOIS ET RESSOURCES		EXERCICE		EXERCICE PRÉCÉDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
<b>I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>					
<b>• AUTOFINANCEMENT (A)</b>			<b>694 303 022,55</b>		<b>757 950 988,95</b>
	+ Capacité d'autofinancement	1 271 743 182,55		1 263 211 128,95	
	- Distributions de bénéfiques	577 440 160,00		505 260 140,00	
<b>• CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)</b>			<b>42 965 730,49</b>		<b>628 089,76</b>
	+ Cessions d'immobilisations incorporelles				
	+ Cessions d'immobilisations corporelles		36 470 260,00		176 512,66
	+ Cessions d'immobilisations financières		287,00		451 577,10
	+ Récupérations sur créances immobilisées		6 495 183,49		
<b>• AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)</b>					
	+ Augmentation du capital, apports				
	+ Subventions d'investissement				
<b>• AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)</b> (nettes de primes de remboursement)					
<b>TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A + B + C + D)</b>			<b>737 268 753,04</b>		<b>758 579 078,71</b>
<b>II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>					
<b>• ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)</b>		<b>235 821 246,21</b>		<b>164 938 740,18</b>	
	+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles	19 919 459,33		478 576,19	
	+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	215 901 786,88		162 393 122,29	
	+ Acquisitions d'immobilisations financières				
	+ Augmentation des créances immobilisées			2 067 041,70	
<b>• REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)</b>					
<b>• REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)</b>		<b>330 000 000,00</b>		<b>440 000 000,00</b>	
<b>• EMPLOIS EN NON VALEURS (H)</b>		<b>4 127 887,77</b>		<b>2 238 776,86</b>	
<b>TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E + F + G + H)</b>		<b>569 949 133,98</b>		<b>607 177 517,04</b>	
<b>III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)</b>		<b>126 202 287,83</b>	<b>0,00</b>	<b>225 310 192,37</b>	
<b>IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>		<b>41 117 331,23</b>		<b>-73 908 630,70</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>737 268 753,04</b>	<b>737 268 753,04</b>	<b>758 579 078,71</b>	<b>758 579 078,71</b>

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Prod. par l'entrep. pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
<b>IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS</b>	<b>135 268 625,76</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 811 586,38</b>	<b>0,00</b>	<b>59 406 565,83</b>	<b>0,00</b>	<b>86 673 646,31</b>
• Frais préliminaires	7 435 950,00							7 435 950,00
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	127 832 675,76			10 811 586,38		59 406 565,83		79 237 696,31
• Primes de remboursement des obligations								
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>292 781 005,98</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 012 910,17</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>312 793 916,15</b>
• Immobilisation en recherche et développement								
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	21 981 005,98			20 012 910,17				41 993 916,15
• Fonds commercial	270 800 000,00							270 800 000,00
• Autres immobilisations incorporelles								
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>7 374 595 990,45</b>	<b>192 850 366,47</b>	<b>47 098 767,51</b>	<b>183 063 138,61</b>	<b>2 725 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>213 887 635,16</b>	<b>7 580 995 127,88</b>
• Terrains	37 158 464,80				2 725 500,00			34 432 964,80
• Constructions	1 563 985 845,87			24 430 966,01				1 588 416 811,88
• Installations techniques, matériel et outillage	5 354 486 400,64			156 265 567,18				5 510 751 967,82
• Matériel de transport	38 087 493,55			45 972,29				38 133 465,84
• Mobilier, matériel bureau et aménagements divers	99 860 262,18			2 320 633,13				102 180 895,31
• Autres immobilisations corporelles								
• Immobilisations corporelles en cours	281 017 523,41	192 850 366,47	47 098 767,51				213 887 635,16	307 079 022,23

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C. de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
Bétomar	Matériaux de construction	84 397 800,00	100,00%	79 271 341,00	79 271 341,00	31/12/2013	405 284 966,47	8 549 015,09	
Indusaha	Matériaux de construction	81 680 000,00	91,00%	126 207 476,94	126 207 476,94	31/12/2013	329 735 956,62	121 432 171,87	89 195 760,00
Cinord (1)	Matériaux de construction	1 340 000 000,00	15,00%	8 420 344,46	8 420 344,46	31/12/2013	88 101 639,44	23 178 169,68	3 068 304,82
Ecocim	Environnement	2 000 000,00	30,00%	600 000,00	600 000,00	31/12/2013	3 315 103,67	-6 994 915,44	
Banque Populaire	Banque			145 000,00	145 000,00	31/12/2013			11 333,33
Suez Cement Company (2)	Matériaux de construction	909 282 535,00	11,70%	1 600 834 979,09	1 255 358 979,09	31/12/2013	7 033 707 187,88	737 730 858,20	41 090 508,45
<b>TOTAL</b>				<b>1 815 479 141,49</b>	<b>1 470 003 141,49</b>				<b>133 365 906,60</b>

(1) Le capital social de la société Cinord est exprimé en Ouguiya Mauritanienne.

(2) Le capital social de la société Suez Cement Company est exprimé en Livre Égyptienne.

## TABLEAU DES PROVISIONS

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

NATURE	MONTANT DÉBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	244 390 771,20		102 521 000,00					346 911 771,20
2. Provisions réglementées	2 483 591,13			380 469,10			570 031,63	2 294 028,60
3. Provisions durables pour risques et charges	95 230 290,66	6 026 226,22			1 125 000,00			100 131 516,88
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	<b>342 104 652,99</b>	<b>6 026 226,22</b>	<b>102 521 000,00</b>	<b>380 469,10</b>	<b>1 125 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>570 031,63</b>	<b>449 337 316,68</b>
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	111 771 899,43	5 093 080,17			11 333 430,78			105 531 548,82
5. Autres provisions pour risques et charges	9 774 505,48		1 212 937,85	8 243 419,27		711 218,29	7 384 507,91	11 135 136,40
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
<b>SOUS TOTAL (B)</b>	<b>121 546 404,91</b>	<b>5 093 080,17</b>	<b>1 212 937,85</b>	<b>8 243 419,27</b>	<b>11 333 430,78</b>	<b>711 218,29</b>	<b>7 384 507,91</b>	<b>116 666 685,22</b>
<b>TOTAL (A + B)</b>	<b>463 651 057,90</b>	<b>11 119 306,39</b>	<b>103 733 937,85</b>	<b>8 623 888,37</b>	<b>12 458 430,78</b>	<b>711 218,29</b>	<b>7 954 539,54</b>	<b>566 004 001,90</b>

## TABLEAU DES CRÉANCES

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et Org. Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>								
• Prêts immobilisés	24 403 697,97	15 044 540,23	8 218 336,54	1 140 821,20				
• Autres créances financières	20 993 994,03	20 699 044,03		294 950,00				
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>								
• Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	2 988 592,77		2 270 620,55	717 972,22				
• Clients et comptes rattachés	555 823 562,46		518 963 491,90	36 860 070,56	19 201 111,92		107 674 589,50	109 457 798,19
• Personnel	4 215 552,45		3 597 824,75	617 727,70				
• État	28 305 576,74		28 305 576,74			28 305 576,74		
• Compte d'associés								
• Autres débiteurs	39 736 348,96		38 487 372,23	1 248 976,73	302 402,06			
• Comptes de régularisation actif	550 891,74		550 891,74					

TABLEAU DES DETTES

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non payées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'État et Org. Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
<b>DE FINANCEMENT</b>								
• Emprunts obligataires								
• Autres dettes de financement								
<b>DU PASSIF CIRCULANT</b>								
• Fournisseurs et comptes rattachés	340 398 324,93		340 398 324,93		190 990 509,33	4 032 005,68	104 499 227,10	24 254 176,25
• Clients créditeurs, avances et acomptes	3 468 847,52		3 468 847,52		193 203,98			
• Personnel	13 402 597,66		13 402 597,66					
• Organismes Sociaux	24 564 028,19		24 564 028,19			2 284 471,96		
• État	170 187 764,00		170 187 764,00			170 187 764,00		
• Compte d'associés	8 790 898,19		8 790 898,19				2 865 415,71	
• Autres créanciers	155 846 000,46		155 846 000,46		26 535 139,70		55 409 073,04	13 789 287,91
• Comptes de régularisation passif	103 989,10		103 989,10					

TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

TIERS CRÉDITEURS OU TIERS DÉBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
<b>• Sûretés données Néant</b>					
<b>• Sûretés reçues</b>					
- Sûretés reçues	224 424,26	2	Essaouira le 12/10/2002		600 000,00
- Sûretés reçues	0,00	2	Marrakech le 06/02/1997		800 000,00
- Sûretés reçues	570 411,00	2	Fquih Ben Salah le 09/04/1997		600 000,00
- Sûretés reçues	70 907,27	2	Souk Sebt le 20/05/1997		116 480,00
- Sûretés reçues	478 512,26	2	Béni Mellal le 20/05/1999		800 000,00
- Sûretés reçues	926 661,67	2	Kelaa le 18/09/1997		1 500 000,00
- Sûretés reçues	1 851 582,51	2	Marrakech le 03/05/1999		2 500 000,00
- Sûretés reçues	34 992,00	2	Souk Sebt le 09/04/1997		300 000,00
- Sûretés reçues	120 429,17	2	Marrakech le 02/08/1999		500 000,00
- Sûretés reçues	14 574 959,91	2	Casablanca le 31/10/2013		10 000 000,00
- Sûretés reçues	1 500 000,00	2	Agadir le 27/12/2013		3 000 000,00

(1) Gage : 1 Hypothèque : 2 Nantissement : 3 Warrant : 4 Autres : 5 (à préciser)

(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

## ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montants exercice	Montants exercice précédent	ENGAGEMENTS REÇUS	Montants exercice	Montants exercice précédent
• Avals et cautions	26 231 716,00	27 931 132,00	* Avals et cautions	132 190 000,00	129 330 000,00
• Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires			* Autres engagements reçus	18 153 180,95	35 184 695,34
• Autres engagements donnés					
<b>TOTAL (1)</b>	<b>26 231 716,00</b>	<b>27 931 132,00</b>	<b>TOTAL</b>	<b>150 343 180,95</b>	<b>164 514 695,34</b>

(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées

# Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire

L'économie marocaine a enregistré, selon les dernières données du Haut Commissariat au Plan, une progression appréciable en 2013, le taux de croissance réalisé s'établissant à 4,4 %, contre 2,7 % en 2012, dans un contexte de récession persistante en zone euro.

Cette croissance économique a été soutenue par l'activité agricole, qui a connu une année 2013 exceptionnelle. Dans le contexte d'une inflation de 2,1 %, la demande intérieure a conservé son rythme en 2013 (+ 2,8 % idem à 2012), et sa contribution à la croissance a été de 2,8 points au lieu de 2,4 l'exercice précédent.

Le déficit des finances publiques serait passé de 7,0 % du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2012 à environ à 5,5 % en 2013, avec une baisse des dépenses ordinaires de 3,1 points attribuable, dans une large mesure, au recul des charges de la compensation et une rationalisation des investissements publics. Néanmoins, l'endettement public dont le taux en 2013 atteindrait 62,5 % du PIB (ce taux ayant été de 59,6 % du PIB en 2012) continue de s'aggraver.

Le manque de liquidité des banques, combiné à l'allongement des délais de paiement des entreprises, entraîne des difficultés de trésorerie, ayant pour conséquence ultime la diminution du crédit disponible aux promoteurs et aux particuliers. Une chute drastique des mises en chantier du secteur résidentiel en résulte, avec une baisse estimée à 30 % par le FNPI en 2013.

Dans ce contexte, la consommation nationale de ciment pour l'année 2013 s'est établie en retrait de 6,3 % par rapport à 2012 à 14.864 kt, avec un fort ralentissement de l'activité au cours du premier semestre, partiellement compensé en fin d'exercice.

Le premier trimestre a enregistré, ainsi, un recul significatif de 21 % comparativement au premier trimestre de l'année 2012, suivi d'un second trimestre en retrait de 4 %, puis d'un second semestre en hausse de 2 %.

Les ventes annuelles en volume de Ciments du Maroc ont enregistré, dans ce contexte de marché, un retrait de 6,4 %.

L'année 2014 devrait être sensiblement moins bonne dans la mesure où les pronostics sur l'évolution du PIB sont corrélés à une saison agricole 2013 de référence exceptionnelle. Pour mémoire, la production céréalière a atteint 97 millions de quintaux en 2013 contre 51 millions en 2012. La croissance pourrait se situer en 2014 autour de 2,4 %, compte tenu d'une Loi de Finances considérée comme étant d'austérité, avec une augmentation de la TVA, en taux comme en assiette, une baisse des compensations et une nouvelle contraction de l'investissement public.

La lenteur de la reprise anticipée au plan international en 2014 ne permettra pas une relance suffisante de la demande externe adressée à l'économie nationale. Avec le déficit des finances publiques qui reste élevé ces dernières années et le recours à l'emprunt, s'imposant pour financer ce déficit, l'endettement budgétaire pourrait s'aggraver davantage perpétuant le manque de liquidité dans le secteur privé.

La consommation de ciment est principalement tirée par l'immobilier (80 % des volumes). L'année 2013 a connu le lancement de 234.000 logements et la livraison de 166.500 logements, le segment social étant la locomotive du secteur avec 142.500 livraisons. Le déficit de logements reste élevé, il est passé de 742.000 unités en 2012 à 730.000 en 2013. L'objectif de le ramener à 400.000 unités à l'horizon 2016 reste ambitieux pour le gouvernement.

La crise qui touche le secteur immobilier a fortement réduit la cadence des projets, alors que l'objectif du Département de tutelle reste de produire 170.000 logements en 2014.

Dans ce contexte incertain, la consommation nationale de ciment devrait de nouveau enregistrer un léger repli en 2014.

## Résultat et bilan

Le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 2.863 MMAD, en retrait de 1,1 % par rapport à 2012.

L'excédent brut d'exploitation s'établit en progression de 3,9 % à 1 433 MMAD, l'efficacité opérationnelle et les prix ayant permis de compenser l'effet négatif de la diminution des volumes vendus.

L'excédent brut d'exploitation s'établit ainsi à 50,1 % du chiffre d'affaires opérationnel, en progression de 2,4 points par rapport à 2012.

Le résultat d'exploitation enregistre une hausse de 5,5 % à 996 MMAD.

Après des résultats opérationnels qui restent solides, le résultat net est également impacté par des éléments non récurrents :

L'évaluation de la participation dans la société égyptienne Suez Cement Company, ayant entraîné la constitution d'une provision pour dépréciation d'un montant de 103 MMAD, réduisant le produit financier net à 31 MMAD.

Le résultat net de l'exercice 2013 s'établit, ainsi, à 773 MMAD, en progression de 28,7 % (soit 9,6 % hors éléments non récurrents) comparativement à celui de l'exercice 2012, la capacité d'autofinancement ressortant en progression de 0,7 %, pour s'établir à 1 272 MMAD.

Au terme de l'exercice 2013, le bilan continue de présenter une structure financière parfaitement saine, caractérisée par un fond de roulement positif.

Les principaux investissements constatés au cours de l'exercice 2013 ont concerné principalement l'installation du centre de broyage de Jorf Lasfar.

Vous trouverez en annexe du présent rapport le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau de financement de Ciments du Maroc au 31 décembre 2013.

## Perspectives 2014

Sous réserve de l'orientation du marché du ciment et de l'évolution normale des principaux facteurs de coûts, l'amélioration continue des conditions d'exploitation devraient impacter favorablement les résultats de l'exercice 2014.

## Capital social

Le capital social au 31 décembre 2013 est de 1.443.600.400 dirhams, divisé en 14.436.004 actions ayant une valeur nominale de 100 dirhams.

Au 31 décembre 2013, les principaux actionnaires étaient les suivants :

• Cocimar	58,79 %
• Fipar Holding	8,84 %
• Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites	7,80 %
• Abu Dhabi Fund For Development	5,48 %
• Procimar	3,52 %

## Affectation des résultats

Il est proposé de distribuer un dividende ordinaire de **45 dirhams** par action, soit un montant total brut de **649.620.180,00 dirhams** à prélever sur le bénéfice disponible.

• Bénéfice net comptable	DH	772.969.154,28
• À la réserve légale	DH	0,00
• Solde	DH	772.969.154,28
• À ajouter :		
report bénéficiaire antérieur	DH	2.976.202.255,81
• Bénéfice disponible	DH	3.749.171.410,09
• Dividende	DH	649.620.180,00
• Report à nouveau	DH	3.099.551.230,00

## Activité des filiales

Bétomar, filiale à 100 % de Ciments du Maroc exploitant des centrales à béton et des carrières de granulats, a réalisé un chiffre d'affaires de 629 MMAD au titre de l'exercice 2013, en progression de 13,0 % par rapport à 2012.

Le résultat net de l'exercice 2013 s'établit à 8,6 MMAD, en très significatif progrès par rapport à 2012 (1 MMAD pour mémoire). Indusaha, société installée à Laâyoune et contrôlée à 91 % par Ciments du Maroc, regroupe les activités de broyage et d'ensachage permettant d'assurer l'approvisionnement en ciment des Provinces Sahariennes; l'électricité produite par le parc éolien de 5,1 MW, mis en service en fin d'année 2011, ayant permis de réduire fortement les achats d'électricité.

Le chiffre d'affaires au titre de l'exercice 2013 s'établit à 445 MMAD, en progression de 7,7 % par rapport à 2012, le résultat net de l'exercice 2013 ressortant à 121 MMAD, en progression de 12,9 %.

## Activité des participations

Ciments du Nord (Cinord), société mauritanienne basée à Nouadhibou, ayant pour objet l'import-export, la production et la commercialisation de ciment et autres matériaux de construction, est détenue à hauteur de 15,0 % par Ciments du Maroc.

Suez Cement Company, société égyptienne basée au Caire, est détenue à hauteur de 11,7 % par Ciments du Maroc.

Ecocim, société marocaine basée à Casablanca, ayant pour activité la valorisation des différentes catégories de déchets, est détenue à hauteur de 30,0 % par Ciments du Maroc.

## Filiales au 31 décembre 2013

Filiales	Capital social KMAD	Quote-part du capital social détenu %	Valeur comptable des titres détenus KMAD	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés KMAD	Chiffre d'affaires hors taxes KMAD	Résultat net KMAD	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice KMAD
Bétomar	84 398	100,0	79 271	-----	629 412	8 549	----
Indusaha	81 680	91,0	126 207	-----	445 024	121 432	89 196

## Participations au 31 décembre 2013

Participations	Capital social KMAD	Quote-part du capital social détenu %	Valeur comptable des titres détenus KMAD	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés KMAD	Chiffre d'affaires hors taxes KMAD	Résultat net KMAD	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice KMAD
Cinord	1 340 000 000 MRO	15,0	8 421	-----	150 412	23 178	3 068
Suez Cement Company	909 282 535 EGP	11,7	1 255 359	-----	2 047 081	737 731	41 091
Ecocim	2 000 000 MAD	30,0	600	-----	26 687	-6 995	-----

## Conventions

Les conventions visées par les articles 56 et suivants la loi sur les Sociétés Anonymes ont été dûment approuvées par le Conseil d'Administration et portées à la connaissance des Commissaires aux Comptes qui y font référence dans leur rapport. Nous soumettons ces conventions, ainsi que le rapport précité, à votre approbation.

## Décret d'application 2-12-170

Conformément aux dispositions du décret d'application :

En KMAD	Montant des dettes fournisseurs à la clôture	Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues			
			Moins de 30 jours	Entre 31 et 60 jours	Entre 61 et 90 jours	Plus de 90 jours
31/12/2012	-251 225,8	-50 322,0	-43 123,4	-30 730,3	-40 523,1	-86 527,0
31/12/2013	-278 367,8	-61 345,8	-58 863,8	-50 717,7	-8 585,2	-98 855,3



11, avenue Bir Kacem  
10 170 Rabat - Souissi  
Maroc

Aux actionnaires de la Société  
CIMENTS DU MAROC  
621, Boulevard Panoramique  
20 150 Casablanca



37, boulevard Abdellatif Ben Kaddour  
20 100 Casablanca  
Maroc

## RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2013

**Monsieur Le Président,  
Messieurs les actionnaires,**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 6 mai 2011, nous avons effectué l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société Ciments du Maroc, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 5 692 430 milliers de dirhams dont un bénéfice de 772 969 milliers de dirhams.

### **Responsabilité de la Direction**

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

### **Responsabilité de l'Auditeur**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### **Opinion sur les états de synthèse**

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Ciments du Maroc au 31 décembre 2013 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

### **Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Le 03 mars 2014

Les Commissaires aux Comptes

KPMG  
K.P.M.G.  
11 Avenue Bir Kacem, Souissi - Rabat  
Téléphone : 212 5 37 63 37 02 (la 06)  
Télécopie : 212 5 37 63 37 74  
Fessal KOHEN  
Associé

Ernst & Young  
ERNST & YOUNG  
37, Boulevard, Abdellatif Ben Kaddour  
- CASABLANCA -  
Bachir TAZI  
Associé  
Tel : (212-2) 2 95 79 00 - Fax : (212-2) 2 39 02 26

# Assemblée Générale Ordinaire du 7 avril 2014 Projet de résolutions

## Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes et les états de synthèse de l'exercice 2013 tels qu'ils lui ont été présentés, se soldant par un bénéfice net de 772.969.154,28 Dirhams. Elle donne au Conseil d'Administration pleine et entière décharge pour sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

## Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter comme suit le résultat de l'exercice 2013 :

• Bénéfice net comptable	DH	772.969.154,28
• À la réserve légale	DH	0,00
• Solde	DH	772.969.154,28
• À ajouter :		
report bénéficiaire antérieur	DH	2.976.202.255,81
• Bénéfice disponible	DH	3.749.171.410,09
• Dividende	DH	649.620.180,00
• Report à nouveau	DH	3.099.551.230,09

Et de distribuer en conséquence un dividende ordinaire de 45 dirhams par action.

## Troisième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux conventions visées à l'article 56 de la loi n° 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-05, en approuve les termes et les conventions qui y sont mentionnées.

## Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Mohamed CHAIBI vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de quatre exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

## Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Anass HOUIR-ALAMI vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de quatre exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

## Sixième Résolution

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Abdallah BELKEZIZ vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de quatre exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

## Septième résolution

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de la société CIMENTS FRANCAIS vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de quatre exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

### Huitième résolution

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de Commissaire aux Comptes de la société :

- **KPMG**

Rabat - 11, avenue Bir Kacem - Souissi vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de trois exercices (2014, 2015 et 2016), soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016.

### Neuvième résolution

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de Commissaire aux Comptes de la société :

- **ERNST & YOUNG**

Casablanca - 37, boulevard Abdellatif Ben Kaddour vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de trois exercices (2014, 2015 et 2016), soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016.

### Dixième résolution

L'Assemblée Générale fixe à la somme brute globale de 3.540.000 Dirhams la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration et aux membres des différents Comités, Administrateurs ou non, pour l'exercice écoulé.

### Onzième résolution

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal pour effectuer les formalités prévues par la Loi.

# Comptes consolidés

## Principes et règles de consolidation

### 1- Référentiel comptable

Les comptes consolidés de la Société Ciments du Maroc sont établis conformément aux Normes Marocaines telles que prescrites par le Conseil National de Comptabilité.

### 2- Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation englobe les sociétés Bétomar et Indusaha sur lesquelles la Société Ciments du Maroc exerce un contrôle exclusif et la société Ecocim sur laquelle la société Ciments du Maroc exerce une influence notable. Les sociétés exclues du périmètre sont listées dans le tableau relatif aux titres de participation non consolidés.

### 3- Méthodes de consolidation

Les sociétés contrôlées de manière exclusive et à l'exception de celles exclues du périmètre de consolidation sont intégrées globalement, la société sous influence notable faisant l'objet d'une intégration par mise en équivalence.

### 4- Principaux retraitements

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels retraités selon les Normes Marocaines. Ces retraitements portent sur :

- les immeubles acquis au moyen de contrat de leasing ;
- les écarts de conversion ;
- les provisions à caractère fiscal ;
- la réévaluation de fusion ;
- les actifs en non valeur ;
- les résultats internes (dividendes).

### 5- Principales règles d'évaluation

- **Écarts d'acquisition** : la différence entre le coût d'acquisition des titres et la valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. L'écart positif, inscrit à l'actif sous la rubrique « Écarts d'acquisition » est amorti linéairement sur une durée de 20 ans.
- **Immobilisations incorporelles** : elles se composent principalement des logiciels et licences enregistrés au bilan à leur coût d'acquisition et le fonds de commerce. Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans.
- **Immobilisations corporelles** : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production

pour celles produites en interne. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction des durées d'utilisations usuelles au Maroc. Ainsi les constructions sont amorties sur 20 ans, les installations techniques, matériel et outillage sur 10 ans, le matériel informatique sur 6 ans et le matériel et mobilier de bureau, agencements et aménagement divers sur 10 ans.

- **Immobilisations financières** : les titres de participation non consolidés sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. À la clôture de l'exercice, les moins-values, le cas échéant, font l'objet de provision.
- **Subventions d'investissements** : les subventions reçues par Ciments du Maroc et ses filiales consolidées figurent au passif du bilan consolidé parmi les capitaux propres.
- **Créances et dettes en monnaies étrangères** : les gains latents et les pertes latentes de conversion sont pris en considération dans le compte de résultat.
- **Contrats de location financement** : les biens acquis au moyen de contrats de location financement « leasing » font l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés dans la mesure où ils présentent un caractère significatif. Les actifs retraités sont identifiés dans le tableau d'évolution des immobilisations.
- **Provisions réglementées** : les écritures passées pour la seule application des législations fiscales sont éliminées dans les comptes consolidés.
- **Engagement de retraite et prestations assimilées** : les engagements comptabilisés, en matière d'indemnités de départ à la retraite et de couverture médicale du personnel retraité, sont calculés en appliquant une évaluation actuarielle. Cette évaluation a été confiée à un cabinet spécialisé.
- **Impôts différés** : les impositions différées résultant des décalages temporaires et des retraitements de consolidation sont calculées sur la base du taux en vigueur.

### 6- Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net consolidé par le nombre d'actions en circulation à la clôture de l'exercice.

### 7- Comparabilité des comptes

Les données comparatives ont été retraitées et présentées selon les mêmes normes. Aucun changement n'est à relever.

## BILAN ACTIF CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013

En milliers de dirhams

ACTIF	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
<b>Actif immobilisé</b>	<b>5 370 942</b>	<b>5 690 689</b>
Écart d'acquisition	2 388	2 865
Immobilisations incorporelles	298 531	283 732
Immobilisations corporelles	3 704 645	3 930 382
Immobilisations financières	1 321 812	1 431 544
Actifs d'impôts différés	42 571	41 815
Titres mis en équivalence	995	351
<b>Actif circulant</b>	<b>2 080 975</b>	<b>1 766 287</b>
Stocks et en cours	505 231	515 180
Clients et comptes rattachés	717 530	713 979
Autres créances et comptes de régularisation	118 244	269 255
Valeurs mobilières de placement	649 075	221 289
Disponibilités	90 896	46 584
<b>Total de l'actif</b>	<b>7 451 917</b>	<b>7 456 976</b>

## BILAN PASSIF CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013

En milliers de dirhams

PASSIF	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
<b>Capitaux propres part Groupe</b>	<b>6 167 385</b>	<b>5 935 966</b>
Capital	1 443 600	1 443 600
Primes	200 998	200 998
Réserves consolidées	3 713 928	3 635 088
Résultat net part Groupe	808 859	656 280
Autres		
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>29 672</b>	<b>27 548</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>119 372</b>	<b>112 067</b>
<b>Dettes</b>	<b>1 135 488</b>	<b>1 381 395</b>
Emprunts et dettes financières	0	330 000
Fournisseurs et comptes rattachés	458 030	527 339
Autres dettes et comptes de régularisation	484 204	339 291
Trésorerie - Passif	193 254	184 765
<b>Total du passif</b>	<b>7 451 917</b>	<b>7 456 976</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013

En milliers de dirhams

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
Chiffres d'affaires	3 632 367	3 613 176
Autres produits d'exploitation	104 052	20 765
Achats consommés	-1 826 917	-1 820 617
Charges de personnel	-251 928	-244 018
Autres charges d'exploitation	-7 834	-7 163
Impôts et taxes	-26 280	-25 411
Dotations d'exploitation	-494 276	-462 815
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 129 184</b>	<b>1 073 916</b>
Charges et produits financiers	-52 961	-187 498
<b>Résultat courant</b>	<b>1 076 223</b>	<b>886 418</b>
Charges et produits non courants	26 258	-2 162
Impôts sur les résultats	-282 843	-215 052
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>819 638</b>	<b>669 204</b>
Quote-part dans les résultats des entreprises incluses par mise en équivalence	643	-2 817
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-478	-478
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>819 803</b>	<b>665 910</b>
<b>Résultat minoritaire</b>	<b>10 944</b>	<b>9 630</b>
<b>Résultat net part Groupe</b>	<b>808 859</b>	<b>656 280</b>
<b>Résultat net consolidé par action en dirhams</b>	<b>57</b>	<b>46</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013

En milliers de dirhams

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>819 638</b>	<b>669 204</b>
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
* Dotations nettes consolidées	567 036	681 932
* Reprises subventions d'investissements	0	-97
* Variation des impôts différés	-756	6 674
* Plus ou moins values de cession nettes d'impôt	-42 379	-1 941
* Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	643	-2 817
<b>Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>1 344 182</b>	<b>1 352 955</b>
Dividendes reçus de sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	233 012	-489 209
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>1 587 476</b>	<b>863 746</b>
Acquisitions d'immobilisations, nettes d'impôt	-252 734	-193 944
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	48 841	7 721
Variation immobilisations financières	6 568	19
Incidence des variations de périmètre		
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-207 608</b>	<b>-186 203</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-577 440	-505 260
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-8 820	-5 880
Augmentations de capital en numéraire		
Émissions d'emprunts		
Remboursement d'emprunts	-330 000	-440 000
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>-916 260</b>	<b>-951 140</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>463 608</b>	<b>-273 597</b>
Trésorerie d'ouverture	83 109	356 706
Trésorerie de clôture	546 716	83 109
Incidence des variations des monnaies étrangères		
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>463 608</b>	<b>-273 597</b>

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (Part groupe)

En milliers de dirhams

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres			Total des capitaux propres
					Écart de conversion	Titres de l'entreprise consolidée	Total autres (*)	
<b>Situation au 31-12-2011</b>	<b>1 443 600</b>	<b>200 998</b>	<b>3 164 456</b>	<b>975 892</b>			<b>97</b>	<b>5 785 043</b>
Affectation du résultat 2011			975 892	-975 892				
Distribution par l'entreprise consolidante			-505 260					
Résultat consolidé 2012				656 280			-97	
Augmentation du capital								
Autres affectations								
<b>Situation au 31-12-2012</b>	<b>1 443 600</b>	<b>200 998</b>	<b>3 635 088</b>	<b>656 280</b>			<b>0</b>	<b>5 935 966</b>
Affectation du résultat 2012			656 280	-656 280				
Distribution par l'entreprise consolidante			-577 440					
Résultat consolidé 2013				808 859				
Augmentation du capital								
<b>Situation au 31-12-2013</b>	<b>1 443 600</b>	<b>200 998</b>	<b>3 713 928</b>	<b>808 859</b>			<b>0</b>	<b>6 167 385</b>

(\*) Subventions pour investissements.

ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS

En milliers de dirhams

	Valeurs brutes au 31 déc. 2012	Augmentations	Diminutions	Virements poste à poste	Cessions et sorties	Valeurs brutes au 31 déc. 2013
<b>Écart d'acquisition</b>	<b>9 550</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 550</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>303 609</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 013</b>	<b>0</b>	<b>323 622</b>
Brevets marque droits et valeurs similaires	25 009			20 013		45 022
Fonds commercial	278 600					278 600
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>8 140 698</b>	<b>253 253</b>	<b>0</b>	<b>-20 532</b>	<b>17 767</b>	<b>8 355 652</b>
Terrains	66 218				6 461	59 757
Constructions	1 657 999			30 238		1 688 237
Installations techniques, matériel et outillage	5 856 812			170 030	1 537	6 025 305
Matériel de transport	87 376			181	9 769	77 788
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	113 111			3 306		116 417
Immobilisations en cours	359 182	252 734		-223 768		388 148
<b>Immobilisations financières</b>	<b>1 675 991</b>	<b>813</b>	<b>8 023</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 668 781</b>
Titres de participation non consolidés	1 609 401					1 609 401
Prêts immobilisés	44 376		8 023			36 353
Autres créances financières	22 214	813				23 027
<b>Titres mis en équivalence</b>	<b>351</b>	<b>643</b>				<b>994</b>
<b>Total</b>	<b>10 130 199</b>	<b>254 190</b>	<b>8 023</b>	<b>0</b>	<b>17 767</b>	<b>10 358 599</b>

## ÉVOLUTION DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

En milliers de dirhams

	Montants au 31 déc. 2012	Dotations	Reprises	Cessions et sorties	Virements poste à poste	Montants au 31 déc. 2013
<b>Écart d'acquisition</b>	<b>6 685</b>	<b>478</b>				<b>7 163</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>19 877</b>	<b>5 213</b>				<b>25 090</b>
Brevets, marque, droits et valeurs similaires	19 877	5 213				25 090
Fonds commercial						
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>4 210 315</b>	<b>463 040</b>	<b>11 043</b>	<b>11 307</b>		<b>4 651 005</b>
Terrains						
Constructions	807 450	62 835				870 285
Installations techniques, matériel et outillage	3 238 796	392 468	11 043	1 537		3 618 684
Matériel de transport	83 062	1 407		9 770		74 699
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	81 007	6 330				87 337
Immobilisations en cours						
<b>Immobilisations financières</b>	<b>244 448</b>	<b>102 521</b>				<b>346 969</b>
Titres de participation non consolidés	242 955	102 521				345 476
Prêts immobilisés	1 198					1 198
Autres créances financières	295					295
<b>Total</b>	<b>4 481 325</b>	<b>571 252</b>	<b>11 043</b>	<b>11 307</b>	<b>0</b>	<b>5 030 227</b>

## FLUX DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de dirhams

	Montants au 31 déc. 2012	Dotations	Reprises	Montants au 31 déc. 2013
<b>Provisions pour risques</b>	<b>2 495</b>	<b>360</b>		<b>2 855</b>
<b>Provisions pour charges</b>	<b>109 572</b>	<b>8 070</b>	<b>1 125</b>	<b>116 517</b>
<b>Provisions pour impôts</b>				
<b>Total</b>	<b>112 067</b>	<b>8 430</b>	<b>1 125</b>	<b>119 372</b>

## TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDÉS

En milliers de dirhams

Sociétés non consolidées	% détention du groupe	Capital social	Résultat net au 31 déc. 2013	Valeur nette au 31 déc. 2013	Valeur nette au 31 déc. 2012	Variation
Suez Cement Company (1)	<b>11,70 %</b>	<b>909 283</b>	737 731	1 255 359	1 357 880	-102 521
CINORD (2)	<b>15 %</b>	<b>1 340 000</b>	23 178	8 421	8 421	
Banque Populaire				145	145	
<b>Total</b>				<b>1 263 925</b>	<b>1 366 446</b>	<b>-102 521</b>

(1) Le capital social et le résultat net sont exprimés en milliers de Livre Égyptienne

(2) Le capital social et le résultat net sont exprimés en milliers d'Ouguiya Mauritanienne

TABLEAU DES CRÉANCES

En milliers de dirhams

	Valeur brute au 31 déc. 2013	Moins d'un an	Plus d'un an	Dépréciation	Valeur nette au 31 déc. 2013	Valeur nette au 31 déc. 2012
<b>Clients et comptes rattachés</b>	<b>778 047</b>	<b>778 047</b>		<b>60 517</b>	<b>717 530</b>	<b>713 979</b>
<b>Autres créances et comptes de régularisation</b>	<b>121 016</b>	<b>121 016</b>		<b>2 772</b>	<b>118 244</b>	<b>269 255</b>
Fournisseurs débiteurs	3 795	3 795		903	2 892	12 661
Personnel	5 053	5 053		619	4 434	4 521
État	55 625	55 625			55 625	189 510
Comptes d'associés						
Autres débiteurs	40 098	40 098		1 249	38 849	40 666
Comptes de régularisation actif	16 445	16 445			16 445	21 898
<b>Total</b>	<b>899 063</b>	<b>899 063</b>		<b>63 289</b>	<b>835 774</b>	<b>983 234</b>

TABLEAU DES DETTES

En milliers de dirhams

	Montants au 31 déc. 2013	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montants au 31 déc. 2012
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>330 000</b>
Emprunts bancaires LT					330 000
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>458 030</b>	<b>458 030</b>			<b>527 339</b>
<b>Autres dettes et comptes de régularisation</b>	<b>484 203</b>	<b>484 203</b>		<b>0</b>	<b>339 291</b>
Clients créditeurs, avances et acomptes	9 126	9 126			12 311
Personnel	15 394	15 394			12 033
Organismes sociaux	28 380	28 380			24 600
État	225 331	225 331			132 056
Comptes d'associés	8 792	8 792			8 297
Autres créanciers	186 620	186 620			139 905
Comptes de régularisation passif	104	104			993
Provisions pour risques et charges	10 456	10 456			9 097
<b>Total</b>	<b>942 233</b>	<b>942 233</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 196 630</b>

## ENGAGEMENTS HORS BILAN

En milliers de dirhams

	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
<b>Engagements donnés</b>	<b>30 243</b>	<b>31 942</b>
Cautions de garantie	30 243	31 942
Autres engagements donnés		
<b>Engagements reçus</b>	<b>510 046</b>	<b>495 243</b>
Avals et cautions reçues	189 674	188 095
Autres engagements reçus	320 372	307 148

## PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

En milliers de dirhams

Société	Activité	Pourcentage d'intérêt 2013	Méthode de consolidation
<b>Ciments du Maroc</b>	Ciment	100	Intégration globale
<b>Bétomar</b>	Granulats et Béton	100	Intégration globale
<b>Indusaha</b>	Ciment	91	Intégration globale
<b>Ecocim</b>	Autres	30	Mise en équivalence

## VARIATION DU PÉRIMÈTRE

Le périmètre de consolidation de la société Ciments du Maroc n'a connu aucun changement au titre de l'exercice 2013.



11, avenue Bir Kacem  
10 170 Rabat - Souissi  
Maroc

Aux actionnaires de la Société  
CIMENTES DU MAROC  
621, Boulevard Panoramique  
20 150 Casablanca



37, boulevard Abdellatif Ben Kaddour  
20 100 Casablanca  
Maroc

## RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2013

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Ciments du Maroc, comprenant le bilan au 31 décembre 2013, ainsi que le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de MAD 6 197 057 305 dont un bénéfice net consolidé de MAD 819 803 403.

### Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés, conformément aux normes comptables nationales en vigueur. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

### Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Opinion sur les états financiers consolidés

À notre avis, les états financiers consolidés de la société Ciments du Maroc, cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2013, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Le 03 mars 2014

Les Commissaires aux Comptes

KPMG  
K.P.M.G.  
11, Avenue Bir Kacem, Souissi - Rabat  
Téléphone : 212 5 37 63 37 02 (à 06)  
Télécopie : 212 5 37 63 37 11  
Fessal KOHEN  
Associé

Ernst & Young  
ERNST & YOUNG  
37, Boulevard, Abdellatif Ben Kaddour  
20 100 CASABLANCA  
Téléphone : (212-2) 2 85 78 00 - Fax : (212-2) 2 85 02 26  
Bachir TAZI  
Associé

# Informations juridiques



## Raison sociale

CIMENTS DU MAROC

## Forme

Société anonyme régie par la législation marocaine, et notamment la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-05 et par le Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM).

## RC

Registre chronologique n° 2535.

Registre analytique n° 70617.

## Date de constitution

28 juin 1951

## Objet

La société a pour objet :

à titre principal : la fondation, l'acquisition, l'exploitation d'usines à ciment, à chaux ou autres liants hydrauliques et matériaux de construction au Maroc ou en tout autre pays, et généralement tout ce qui a rapport à la fabrication, au commerce, à l'industrie, aux applications de tous liants hydrauliques et de tous matériaux de construction ainsi que de tous produits entrant dans cette fabrication ou de tous produits pouvant en dériver, à titre accessoire : toutes études, recherches, expériences et essais intéressant ces applications techniques et industrielles, d'une manière générale : toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant, directement ou indirectement, aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles de favoriser le développement de la société.

## Siège Social

621, boulevard Panoramique, 20150 Casablanca.

## Durée

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans, à compter de sa constitution définitive.

## Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 1 443 600 400 DH, divisé en 14 436 004 actions ayant une valeur nominale de 100 DH.

## Documents juridiques

Les statuts, procès-verbaux d'assemblées, rapports des commissaires aux comptes... peuvent être consultés au siège social, 621, boulevard Panoramique, 20150 Casablanca.

## Exercice social

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

## Répartition des bénéfices

Les produits de l'exercice, déduction faite des charges de la période, de tous amortissements et de toutes provisions, généralement

quelconques, constituent le résultat net de l'exercice.

En cas de résultat positif, le bénéfice net ainsi dégagé, diminué le cas échéant des pertes nettes antérieures, fait l'objet d'un prélèvement de 5 % affecté à un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale excède le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, après dotation à la réserve légale et affectation des résultats nets antérieurs reportés. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toute somme qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tout fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est attribué aux actionnaires sous forme de dividendes.

## Assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu aux jour, heure et lieu indiqués sur l'avis de convocation. Tout actionnaire peut participer personnellement ou par mandataire aux assemblées sur justification de la propriété de ses titres, soit sous la forme d'une inscription nominative, soit sous la forme d'un certificat d'immobilisation de ses titres au porteur bloqués pendant les cinq jours qui précèdent l'Assemblée.

## Actions

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles détenues par les administrateurs, qui seront nominatives conformément à la loi.

## Droit de vote

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

## Franchissement de seuils statutaires

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, qui vient à posséder ou à céder un nombre d'actions représentant plus de 5 % ou un multiple de 5 % du capital social ou des droits de vote de la société, est tenu d'en informer ladite société, le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et la Société de la Bourse des Valeurs de Casablanca (SBVC). À défaut, l'actionnaire perd le droit de vote sur les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de transfert non déclarée.

## Nombre d'actionnaires

15 actionnaires, détenant 78,68 % du capital social, étaient présents ou représentés lors de la dernière assemblée générale ordinaire du 7 avril 2014.

## Actionnaires ou groupes d'actionnaires contrôlant plus de 5 % du capital social

Les membres du conseil d'administration détiennent, au 31 décembre 2013, directement ou indirectement, 84,42 % du capital social.





إسمنت المغرب  
**Ciments du Maroc**  
Italcementi Group

## Ciments du Maroc

621, boulevard Panoramique, 20 150 Casablanca - Maroc

Tél.: +212 522 85 94 à 59 - Fax: +212 522 52 23 11

[www.cimentsdumaroc.com](http://www.cimentsdumaroc.com)

